

Les nouveaux indicateurs de prospérité : pour quoi faire ? Enseignements de six expériences nationales

Lucas Chancel, Géraldine Thiry, Damien Demailly

▶ **To cite this version:**

Lucas Chancel, Géraldine Thiry, Damien Demailly. Les nouveaux indicateurs de prospérité : pour quoi faire ? Enseignements de six expériences nationales. 2014. halshs-01060845

HAL Id: halshs-01060845
https://shs.hal.science/halshs-01060845

Preprint submitted on 4 Sep 2014

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

fondation maison des sciences de l'homme

Collège d'études mondiales

Reconversion écologique, travail, emploi et politiques sociales

Bourses Fernand Braudel IFER

IDDRI SciencesPo.

Les nouveaux indicateurs de prospérité : pour quoi faire ? Enseignements de six expériences nationales

Lucas Chancel, Géraldine Thiry, Damien Demailly

N°78 | septembre 2014

L'élaboration de nouveaux indicateurs de prospérité (NIP) fait l'objet d'un intérêt grandissant auprès de nombreux acteurs et instances (ONGs, académiques, société civile, institutions regionales, nationales et internationales). Cet article traite des conditions d'institutionnalisation, dans les sphères officielles, de tels indicateurs. Pour ce faire, six initiatives nationales et régionales sont étudiées en Australie, au Royaume-Uni, au Pays de Galles, en Belgique, en Wallonie et en Allemagne. Pour chacune d'entre elles, nous questionnons les usages effectifs de nouveaux indicateurs de prospérité ainsi que les rôles – instrumental, politique et symbolique – que ceux-ci sont amenés à jouer.

Working Papers Series

Les nouveaux indicateurs de prospérité : pour quoi faire ? Enseignements de six expériences nationales

Lucas Chancel, Géraldine Thiry, Damien Demailly

Septembre 2014

Les auteurs

Lucas Chancel est diplômé de Sciences Po, de l'Ecole Polytechnique et de l'Imperial College (Londres). Avant de rejoindre l'Iddri, il a travaillé en tant que consultant pour The Energy and Resources Institute (New Delhi) et a été chercheur invité au programme Habitat des Nations Unies à Nairobi. Il enseigne l'économie des inégalités et du développement durable à l'IEP de Paris.

Géraldine Thiry est chercheure post-doctorale au Collège d'Etudes Mondiales (FMSH-Paris), au sein de la Chaire du Prof. Dominique Méda, «Reconversion écologique, travail, emplois et politiques sociales». Après avoir obtenu un diplôme de deuxième cycle en sciences politiques (relations internationales) et deux masters en économie à l'Université Catholique de Louvain (UCL), elle a réalisé un doctorat en sciences économiques (obtenu en mai 2012, à l'UCL). Entre septembre 2012 et décembre 2013, elle a été chercheuse au sein du projet européen FP7 «BRAINPOoL» (*BRinging Alternative INdicators into POLicies*) à l'Université Libre de Bruxelles (ULB). Ses principaux domaines de recherche sont les nouveaux indicateurs de richesse, la socio-économie de la quantification, la comptabilité critique et l'économie écologique.

Damien Demailly est diplômé de l'École Polytechnique et docteur en économie. Après une thèse sur l'impact des politiques climatiques sur la compétitivité de l'industrie au CIRED-EHESS, il a travaillé pendant cinq ans dans le milieu de l'écologie associative puis politique, en France et en Europe. En 2012, il rejoint l'Iddri pour y lancer le programme transversal « Nouvelle Prospérité ».

Le texte

Ce texte est issu d'une collaboration entre la Chaire du prof. Dominique Méda, «Reconversion écologique, travail, emploi et politiques sociales» et l'Institut du Développement Durable et des Relations Internationales (IDDRI - SciencePo). Ce texte est également publié comme working paper de l'IDDRI. Ce travail a bénéficié d'une aide de l'État gérée par l'Agence nationale de la recherche au titre du programme « Investissements d'avenir » portant la référence ANR-10-LABX-01. Géraldine Thiry a bénéficié d'un soutien financier du septième programme-cadre de l'Union européenne (FP7/2007-2013 - MSCA-COFUND) en vertu de la convention de subvention n°245743 – Programme de bourses post-doctorales Braudel-IFER-FMSH, en collaboration avec la Chaire du Prof. Dominique Méda.

Remerciements

Nous remercions tout particulièrement Pierre Barthélémy, Romina Boarini, Aurélien Boutaud, Michel Colombier, Lucien Chabason, Delphine Donger, Fabrice Flipo, Jean Gadrey, Florian Guyot, Claude Henry, Florence Jany-Catrice, Dominique Méda, Marco Mira d'Ercole. Les vues exprimées dans cette étude n'engagent que leurs auteurs.

Citer ce document

Lucas Chancel, Géraldine Thiry, Damien Demailly, *Les nouveaux indicateurs de prospérité : pour quoi faire ? Enseignements de six expériences nationales,* FMSH-WP-2014-78, septembre 2014.

Résumé

L'élaboration de nouveaux indicateurs de prospérité (NIP) fait l'objet d'un intérêt grandissant auprès de nombreux acteurs et instances (ONGs, académiques, société civile, institutions regionales, nationales et internationales). Cet article traite des conditions d'institutionnalisation, dans les sphères officielles, de tels indicateurs. Pour ce faire, six initiatives nationales et régionales sont étudiées en Australie, au Royaume-Uni, au Pays de Galles, en Belgique, en Wallonie et en Allemagne. Pour chacune d'entre elles, nous questionnons les usages effectifs de nouveaux indicateurs de prospérité ainsi que les rôles – instrumental, politique et symbolique – que ceux-ci sont amenés à jouer. L'analyse de ces experiences nationales et régionales nous conduit à formuler dix leçons pouvant instruire et alimenter les débats sur l'institutionnalisation des NIP, notamment en France. Parmi ces leçons apparaissent, entre autres, la pertinence de proposer des indicateurs complémentaires plutôt que substituables au Produit Intérieur Brut, le rôle de soutien que peuvent jouer les instances exécutives et législatives au plus haut niveau, le rôle stratégique des instituts nationaux de statistiques et l'importance de soumettre l'élaboration et le choix d'indicateurs à une débat démocratique.

Mots-clefs

nouveaux indicateurs de richesse, nouveaux indicateurs de prospérité, usages des indicateurs, indicateurs de richesse, indicateurs de prospérité

Beyond GDP Indicators: Fo What Uses?

Abstract

The elaboration of new indicators of prosperity (NIP) arouses growing interest among many actors (NGOs, scholars, civil society, regional, national and international institutions). This paper studies the conditions of institutionalization of such indicators within the official decision-making spheres. To this end, six national and regional initiatives are considered in Australia, United Kingdom, Wales, Belgium, Wallonia and Germany. For each of them, we question the effectiveness of the uses of NIP as well as the roles – instrumental, political and symbolic – that such indicators are to play in decision making. Our study of the national and regional experiences leads us to formulate ten lessons that might inform and feed current debates on the institutionalization of the NIP, notably in France. We stress the importance of proposing complementary indicators to Gross Domestic Product rather than substitutes, the supportive role of executive and legislative authorities at the highest level, the strategic role of official institutes of statistics and the importance of submitting the elaboration and choice of NIP to a democratic debate.

Keywords

new indicators of wealth, new indicators of prosperity, uses of indicators

© Fondation Maison des sciences de l'homme - 2014

Informations et soumission des textes :

wpfmsh@msh-paris.fr

Fondation Maison des sciences de l'homme
190-196 avenue de France
75013 Paris - France

http://www.fmsh.fr
http://halshs.archives-ouvertes.fr/FMSH-WP
http://wpfmsh.hypotheses.org

Les Working Papers et les Position Papers de la Fondation Maison des sciences de l'homme ont pour objectif la diffusion ouverte des travaux en train de se faire dans le cadre des diverses activités scientifiques de la Fondation : Le Collège d'études mondiales, Bourses Fernand Braudel-IFER, Programmes scientifiques, hébergement à la Maison Suger, Séminaires et Centres associés, Directeurs d'études associés...

Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que leur auteur et ne reflètent pas nécessairement les positions institutionnelles de la Fondation MSH.

The Working Papers and Position Papers of the FMSH are produced in the course of the scientific activities of the FMSH: the chairs of the Institute for Global Studies, Fernand Braudel-IFER grants, the Foundation's scientific programmes, or the scholars hosted at the Maison Suger or as associate research directors. Working Papers may also be produced in partnership with affiliated institutions.

The views expressed in this paper are the author's own and do not necessarily reflect institutional positions from the Foundation MSH.

Sommaire

Introduction **5**

Les nouveaux indicateurs de prospérité : étude de six initiatives nationales **6**

Australie : *Measuring Australia's Progress* (« Mesurer le progrès de l›Australie ») 7

Royaume-Uni : *Measuring National Well-being Programme* (« *Programme de mesure du bien-être national* ») 9

Pays de Galles : *One Wales, One Planet* (« Un pays de Galles, une planète ») 11

Wallonie : 5 indicateurs composites pour la Wallonie 14

Belgique fédérale : loi sur les « indicateurs complémentaires » 15

Allemagne – W3-Indikatoren (Indicateurs W3) 16

Les nouveaux indicateurs de prospérité en France au niveau national 17

Dix leçons tirées des expériences nationales **19**

Les nouveaux indicateurs de prospérité se positionnent en complémentarité vis-à-vis du PIB plutôt qu'en substitution 19

Les nouveaux indicateurs de prospérité ne sont plus l'apanage d'un parti politique particulier… 20

… mais les NIP ne sont pas pour autant déconnectés d'une stratégie politique. 20

Les parlements et les gouvernements ont joué le rôle d'amorce dans de nombreux pays 21

Les instituts statistiques jouent un rôle stratégique 22

Le tableau de bord restreint permet de combiner communicabilité et robustesse statistique 22

Une volonté d'ancrage de plus en plus fort des NIP dans la politique 23

Un processus de consultation avec la société civile accroît le pouvoir symbolique et politique des NIP 25

Un ancrage « instrumental » à inventer ? 26

La lente progression des NIP en politique est à remettre en perspective avec l'histoire du PIB. 26

Conclusion **27**

Bibliographie **28**

Annexe : méthodologie **30**

Introduction

En 2009, la commission Stiglitz-Sen-Fitoussi remettait un rapport au Président français sur les nouvelles mesures du progrès sociétal. Dans un contexte de crise financière et de remise en question d'un modèle de croissance inégalitaire et non soutenable, les critiques adressées depuis de nombreuses années au produit Intérieur brut (PIB) trouvaient alors un nouvel écho (Meadows, 1972; Daly, 1977; Méda, 1999 et 2013 ; Gadrey et Jany-Catrice, 2005). Ces critiques mettent en avant l'incapacité du principal indicateur économique à rendre compte d'évolutions préoccupantes telles que la hausse des inégalités de revenus et de patrimoine ou les dommages environnementaux et sanitaires.

Cinq ans plus tard, plusieurs pays européens, comme le Royaume-Uni ou la Belgique, ont adopté, au plus haut niveau, de nouveaux indicateurs de prospérité (NIP). La France en revanche, si elle est parvenue à mettre en œuvre de nouveaux indicateurs au niveau régional (Association des Régions de France, 2012; Laurent, 2012), peine à avancer au niveau national. Certes, des indicateurs de développement durable existent et sont inscrits annuellement dans des rapports comme à l'annexe du *Rapport économique, social et financier de la France* publié par le ministère de l'économie. Ils ne sont toutefois pas « mis en scène » comme un indicateur de prospérité facilement communicable. Ils reçoivent peu d'écho dans le débat médiatique et politique et ne sont pas mobilisés concrètement dans l'évaluation de politiques publiques.

Les nouveaux indicateurs de prospérité représentent pourtant, à plusieurs égards, une opportunité pour les responsables politiques qui sauront s'en saisir. Le foisonnement actuel de nouveaux indicateurs contribue à rebattre les cartes des discours politiques, rendant possible la légitimation de nouveaux enjeux (Cassiers et al. 2014; Méda et al., 2011; Röckstrom et al. 2012). Les NIP offrent en effet la possibilité aux acteurs politiques de construire un récit novateur : face à l'épuisement de notre modèle de croissance (Demailly et al. 2013), ils peuvent contribuer à ouvrir un espace nouveau pour l'action publique et ainsi redonner un souffle au débat démocratique dans un contexte de remise en question profonde du politique.

Mais élaborer de nouveaux indicateurs ne peut suffire, encore faut-il les utiliser. L'inscription effective en politique des nombreuses initiatives est encore confrontée à plusieurs obstacles. Les réflexions et travaux se concentrent souvent sur le raffinement méthodologique des indicateurs. Les conditions de leur utilisation effective en politique font, elles, l'objet d'une moindre attention, à l'exception de quelques études récentes[1]. Ces deux aspects de la question sont pourtant complémentaires et mutuellement nécessaires: quel serait le sens d'avoir de «bons» indicateurs (méthodologiquement robustes) s'il ne trouvaient pas de relais dans la société? A l'inverse, comment mobiliser des indicateurs qui, bien que très médiatiques, ne reposeraient sur aucune méthodologie sérieuse ?

***

Plusieurs pays ont adopté de nouveaux indicateurs de prospérité. L'objet de cette étude est de fournir, sur la base de ces expériences nationales, des leçons et recommandations pour instruire le débat sur les nouveaux indicateurs et sur leur inscription effective en politique, en particulier en France, au niveau national. Ce travail s'inscrit dans le prolongement du projet de recherche européen intitulé BRAINPOoL. Nos conclusions se nourrissent également des enseignements d'un séminaire de recherche dédié à l'usage des nouveaux indicateurs de prospérité[2] ainsi que d'un ensemble de nouveaux entretiens, réalisés avec des acteurs clefs (politiques, administration ou société civile), ayant participé à la mise en œuvre des NIP à l'étranger (voir l'annexe méthodologique).

Dans un premier temps, nous présentons les six initiatives de NIP à l'étranger en nous intéressant à cinq questions : i) quels types d'indicateurs ont été adoptés ? ii) quel est l'acteur officiel clé à l'origine de ces nouveaux indicateurs ? iii) quelles raisons ont été mises en avant pour convaincre de leur adoption ? iv) par quel processus les indicateurs ont-ils été élaborés ? v) quels usages concrets sont faits aujourd'hui des indicateurs ? Dans un second temps, nous formulons des leçons et des

1. BRAINPOoL (2012, 2013a, 2013b), Shift Project (2013), Carnegie Trust (2012).

2. Sont intervenus, dans le cadre de ce séminaire organisé le 14 janvier 2014 à Sciences Po Paris, Martine Durand, responsable du département des statistiques à l'OCDE, Eloi Laurent, économiste sénior à l'OFCE et Florence Jany-Catrice, économiste l'Université de Lille et membre du réseau FAIR.

recommandations susceptibles de catalyser et/ou d'élargir les usages politiques des NIP en France et à l'étranger.

Les nouveaux indicateurs de prospérité : étude de six initiatives nationales

L'élaboration de nouveaux indicateurs de prospérité connaît depuis quelques années un essor sans précédent et mobilise des acteurs divers, à toutes les échelles : des institutions internationales (Union Européenne, OCDE, Banque Mondiale, Programme des Nations unies pour le développement (PNUD), Programme des Nations-unies pour l'environnement (PNUE)), des gouvernements nationaux (Royaume-Uni) et régionaux (Wallonie et pays de Galles), des parlements (belge et allemand), des instituts nationaux de statistique (Bureau Australien de Statistiques, INSEE en France), des représentants de la société civile (indicateurs communautaires au Etats-Unis, *New Economics Foundation* au Royaume-Uni ou *Global Footprint Network* au niveau international) et des académiques, dont la Commission Stiglitz-Sen-Fitoussi (« Commission Stiglitz ») a synthétisé, dès 2008, les nombreux travaux jusqu'alors disséminés, leur offrant ainsi une nouvelle visibilité. Plus récemment, l'étude BRAINPOoL (2014), dont l'objet est d'identifier les facteurs d'institutionnalisation des nouveaux indicateurs de prospérité, a offert un panorama des nouveaux indicateurs dans différents pays, régions ou municipalités en Europe[3].

Dans la présente étude, nous avons sélectionné les initiatives sur la base de deux filtres. D'une part, nous limitons le périmètre des initiatives étudiées aux indicateurs de prospérité à dimension sociétale, couvrant à la fois les champs économique, social et environnemental, et qui sont vus comme de potentiels compléments fonctionnels au PIB. N'entrent pas dans cette catégorie des indicateurs sectoriels isolés, tels le taux d'obésité ou le bien-être au travail, qui pourraient en revanche constituer chacun une dimension d'un nouvel indicateur de prospérité. D'autre part, les initiatives qui nous intéressent sont celles ayant été officiellement portées par des autorités nationales ou de grandes régions. Nous ne traitons donc pas des sphères de la société civile ou du monde académique.

Ces deux filtres nous ont conduit à sélectionner six initiatives menées dans quatre pays : l'Allemagne, l'Australie, la Belgique et le Royaume-Uni. Quatre ont été menées au niveau national, deux au niveau régional. Les deux expériences régionales, en Wallonie et au pays de Galles, peuvent être interprétées à de nombreux égards au même titre que les expériences nationales : les deux régions étudiées sont dotées de prérogatives fortes et d'une grande autonomie politique. Nous présentons également le cas de la France[4].

Notons que notre choix d'initiatives ne préjuge pas du format des indicateurs. On distingue souvent quatre types d'indicateurs : les indicateurs synthétiques, les indicateurs composites, les indicateurs de données subjectives et les tableaux de bord. Un *indicateur composite* est un indicateur à chiffre unique, qui agrège, par le biais de pondérations, différentes variables n'ayant pas nécessairement d'unité de compte commune. On peut citer en exemple l'indice de développement humain (IDH[5]). Un *indicateur synthétique* agrège des variables exprimées dans la même unité de compte, comme le PIB « vert » (voir Nordhaus et Tobin, 1973). Un indicateur *de données subjectives* est construit sur la base de ce que les personnes répondant à des enquêtes ressentent («De manière générale, vous sentez-vous satisfait de votre vie?»). *Un tableau de bord* présente un ensemble d'indicateurs couvrant les grands enjeux sociétaux, potentiellement très détaillés (par exemple le taux d'obésité), et pouvant aussi être composites, synthétiques ou subjectifs.

Nous présentons ci-dessous successivement les six expériences étrangères en matière de NIP, en répondant aux cinq questions présentées en introduction :

- *Quoi?* Quels types d'indicateurs ont été adoptés?
- *Qui?* Qui est l'acteur officiel clé à l'origine des nouveaux indicateurs?
- *Pourquoi?* Quelles raisons ont été mises en avant pour convaincre de leur adoption? Quel est le positionnement affiché des NIP par rapport au PIB ?
- *Comment?* Par quel processus les indicateurs ont-ils été élaborés?

3. Voir : http://www.brainpoolproject.eu/indicators-and-initiatives/

4. Pour un aperçu des initiatives nationales dans d'autres pays de l'OCDE, voir OCDE (2013).

5. Voir PNUD (1990)

- *Pour quoi faire?* Quels ont été les usages initialement prévus pour les indicateurs ? Quels usages en sont faits aujourd'hui?

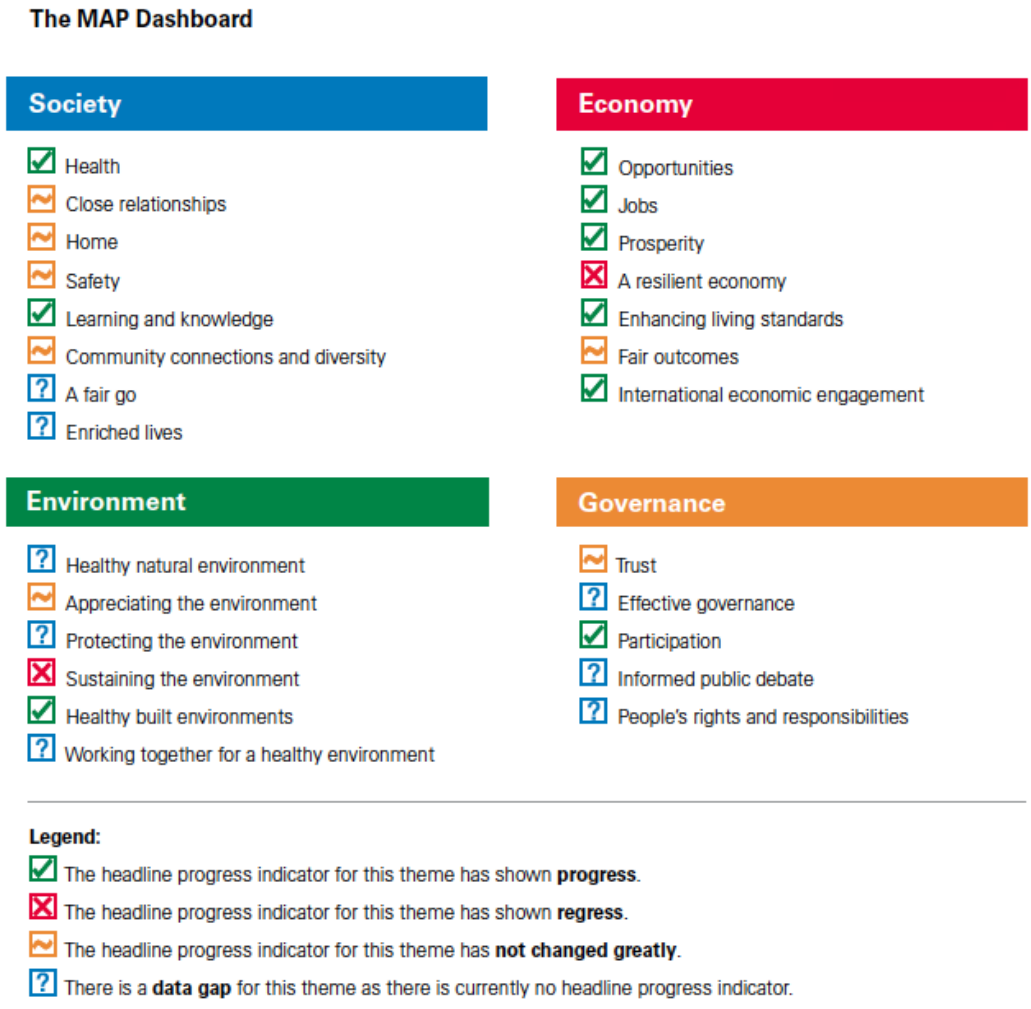
Australie : *Measuring Australia's Progress* (« Mesurer le progrès de l›Australie »)

Quoi? Depuis 2002, le bureau australien de statistique (ABS) produit annuellement un ensemble de données statistiques présentées sous forme d'un tableau de bord, dont les 26 thèmes[6] sont répartis en 4 domaines : société, économie, environnement et gouvernance. Cette initiative entend répondre à la question «*Is life in Australia getting better?*» (« La vie en Australie s'améliore-t-elle ? «). Pour chacun des 26 thèmes, il existe des indicateurs représentant l'évolution des différentes dimensions du thème, comme l'illustre la figure 1. Ainsi, par exemple, l'indicateur d'opportunités économiques reflète la tendance de quatre sous-indicateurs : l'emploi (le taux d'emploi), les affaires (le taux d'entrée de nouvelles entreprises sur le marché), le niveau de vie (revenu national net disponible par tête) et les «*capabilities*»[7] (proportion de personnes ayant atteint un certain niveau d›éducation et plus). Autre exemple, l'indicateur de proximité des relations («*close relationships*») synthétise la tendance de quatre indicateurs : les relations positives (proportion de personnes qui se sentent capables d'avoir des discussions sur des sujets importants avec leur famille et/ou amis), le *care* (proportion de personnes qui peuvent

6. En 2013

7. Le concept de capabilities peut se traduire par la capacité à faire ou le « pouvoir-faire ».

Figure 1. Nouveaux indicateurs de prospérité de l'Australie



Source : Australian Bureau of Statistics, 2013, p.5.

compter sur le soutien de personnes hors de leur ménage en cas de crise), les enfants (proportion d'enfants dont le développement est vulnérable du fait de leur santé physique et de leur niveau de bien-être), le temps (proportion de personnes acculées par le temps). Pour chaque thème, le tableau de bord australien présente son évolution annuelle, selon trois modalités: progrès, recul ou stabilité de l'indicateur[8].

Qui? L'impulsion première du *Measuring Australia's Progress* (MAP) résulte de la volonté de l'ancien statisticien en chef de l'ABS, Dennis Trewin[9], d'intégrer des mesures de progrès au sein de la statistique officielle.

La première étape de cette initiative a été mise en place lors d'une conférence de grande ampleur : «*Measuring Progress : Is Life Getting Better*?»[10] (Eckersley, 1998). Celle-ci a attiré de nombreuses personnalités australiennes et acté de l'insuffisance du seul PIB pour jauger le progrès de la société australienne. Afin de mettre son projet à exécution, suite à cette conférence, Trewin s'est entouré de collaborateurs et est entré en dialogue avec trois sphères : les statisticiens, les politiques et la société civile. Il semble que le dialogue avec les statisticiens les plus conservateurs de l'ABS ait été le plus compliqué.

Concernant le dialogue avec la société civile, l'ABS a d'abord rencontré des résistances de la part de certains acteurs, notamment à travers un débat médiatique émanant d'un intellectuel qui critiquait fortement la méthode. Par ailleurs, il semble que l'opposition ait largement diffusé le message selon lequel le bureau national de statistiques n'était pas mandaté pour mesurer le progrès des sociétés.

Le dialogue avec le politique a également rencontré quelques difficultés. Le ministère de l'Environnement lançait, au moment de cette concertation avec l'ABS, son propre programme de développement durable impliquant l'élaboration de ses propres indicateurs. Le ministère de l'Économie et des Finances (*Treasury*) était favorable au projet. La plupart des membres de l'administration et d'une frange du gouvernement rencontrés par les porteurs du projet y étaient favorables dans le seul but de « faire mieux ». Il semble toutefois que l'enthousiasme du gouvernement vis-à-vis de l'initiative portait principalement sur des indicateurs qui ne seraient pas susceptibles de mettre le gouvernement dans une situation difficile en mettant par exemple en exergue des échecs en matière de pauvreté ou de bien-être.

Pourquoi ? Les raisons présentées sur la plateforme MAP résident dans l'intérêt croissant, au sein de la société civile, des gouvernements et au niveau international, porté aux liens qu'entretiennent l'économique, le social, l'environnemental et la gouvernance[11].

Comment ? Le processus d'élaboration du MAP se décline en plusieurs pans. Dans un premier temps, les auteurs ont débattu du choix de l'approche. Parmi les indicateurs à chiffre unique, les compléments à la comptabilité nationale et les tableaux d'indicateurs autonomes, les auteurs du MAP ont choisi la troisième option. Dans un deuxième temps, il a fallu choisir les dimensions que comporterait le tableau de bord. Selon Trewin, cette étape est la plus délicate. Afin d'intégrer un large spectre de visions du monde pour définir les dimensions du programme, plusieurs parties prenantes ont été consultées, au sein d'un comité de référence (*Reference Group*)[12]. Une fois l'audience, la méthode et les dimensions du progrès définis, le choix du calcul de ces dimensions a eu lieu.

Pour quoi faire ? Parmi les politiques, les experts et le grand public, les concepteurs du MAP ont choisi de s'adresser principalement au grand public : « *«Whether life is getting better?» is a question in which everyone is potentially interested.* […] *Measuring Australia's Progress was targeted at the general public*»[13] (Trewin et Hall, 2004).

8. Pour une vision approfondie de chaque dimension : http://www.abs.gov.au/ausstats/abs@.nsf/mf/1370.0

9. Statisticien en chef de l'ABS entre 2000-2007.

10. « Mesurer le progrès : la vie s'améliore-t-elle ? »

11. http://www.abs.gov.au/ausstats/abs@.nsf/Lookup/1370.0main+features672013: "This interest in presenting a more complete picture of progress (combining GDP with other economic, social and environmental measures), is the prime reason the ABS originally developed MAP and has continued to publish data in this format".

12. "Giving stakeholders some ownership in the publication was almost as valuable a determinant of the publication's success as the advice they gave. A Reference Group of experts was established to help us develop MAP but there was also extensive public consultation" (Trewin et Hall, 2014).

13. « La vie s'améliore-t-elle? » est une question qui intéresse potentiellement tout le monde […]. Mesurer le progrès de l'Australie visait le grand public. »

Le MAP a fait l'objet de nombreux rapports et publications. Il a également été présenté et mis à disposition des utilisateurs et du grand public[14].

Les auteurs reconnaissent par ailleurs que l'intérêt pour les rapports produits par l'ABS a également été important dans les communautés politique et académique. Remarquons que, selon Trewin, «*we were careful to ensure that the publication looked at the nation's, not the government's progress and so avoided looking at indicators tied to certain policies*» (« nous avons fait attention à ce que la publication s'intéresse au progress de la nation, et non à celui du gouvernement, et évite ainsi de considerer les indicateurs dépendants de certaines politiques »).

En termes d'influence, comme le reconnait Trewin lui-même, le MAP a eu plus de retentissement auprès du grand public qu'auprès du politique[15]. Pour son créateur, Dennis Trewin, il ne s'agit pas d'imposer ce que serait une « vie bonne» mais plutôt de laisser, face aux indicateurs, chaque individu appliquer ses propres valeurs et préférences, et arriver ainsi à sa propre évaluation du progrès national[16]. Selon Trewin, les médias ont accueilli l'initiative avec enthousiasme[17].

Royaume-Uni : *Measuring National Well-being Programme* (« *Programme de mesure du bien-être national* »)

Quoi? Le tableau de bord produit dans le cadre du *Measuring National Well-Being Programme* (MNWP), programme lancé en novembre 2010, inclut des indicateurs dans des domaines tels que la santé, les relations sociales, la sécurité économique, l'éducation ou l'environnement et des mesures de bien-être subjectif. Le tableau de bord est accessible en ligne et présenté dans une version interactive, dont la figure 2 est une illustration[18]. Le MNWB regroupe plus de trente indicateurs rassemblés sous 10 dimensions : bien-être personnel (*personal well-being*), bien-être relationnel (*our relationships*), santé (*health*), utilisation du temps (*what do we do*), cadre de vie (*where do we live*), conditions économiques du ménage (*personal finance*), grands indicateurs économiques (*economy*), éducation et compétences (*education and skills*), gouvernance (*governance*), et environnent (*natural environnement*).

Notons que le Royaume-Uni utilise des indicateurs de bien-être subjectif, suivant ainsi la recommandation de la Commission Stiglitz selon laquelle des indicateurs subjectifs devraient être pris en compte dans la statistique nationale. L'ONS a introduit quatre questions dans son enquête annuelle (*Integrated Houshold Survey*) : «Dans l'ensemble, à quel point êtes-vous satisfait avec votre vie aujourd'hui?», «Dans l'ensemble, à quel point vous-êtes vous senti heureux hier ? », « Dans l'ensemble, à quel point vous êtes-vous senti anxieux hier ? », « Dans l'ensemble, dans quelle mesure ressentez-vous que les choses que vous faites valent la peine? »[19].

Depuis 2012, ces quatre questions sont posées à plus de 200.000 citoyens annuellement[20]. Pour ce qui est des dimensions objectives, le programme intègre des mesures de bien-être économique : revenu médian, consommation et patrimoine des ménages. Notons par contre qu'il n'y a pas d'indicateur d'inégalités de revenu ou de patrimoine dans le MNWP anglais. Sur le plan

14. "The progress indicators provide the building blocks to which readers can apply their own evaluations to assess whether a nation is on balance progressing and at what rate. Readers can use a publication in three ways to assess progress: first, by examining the data and reading comments about each indicator's historical movements; second, by reading the discussion of links between indicators; and third, by reading the comments about factors that influence change and the national assets that may support future progress" (Trewin et Hall, 2014)

15. "It is fair to say the report has had more influence on public debate rather than policy debate"(Trewin et Hall, 2014).

16. "The approach makes no overall assessment about whether the array of statistical indicators presented implies that life is getting better or worse. Instead, the suite of indicators leaves each individual reader to apply their own values and preferences to the evidence, and to arrive at their own overall assessment of national progress" (Trewin et Hall, 2014 : 2).

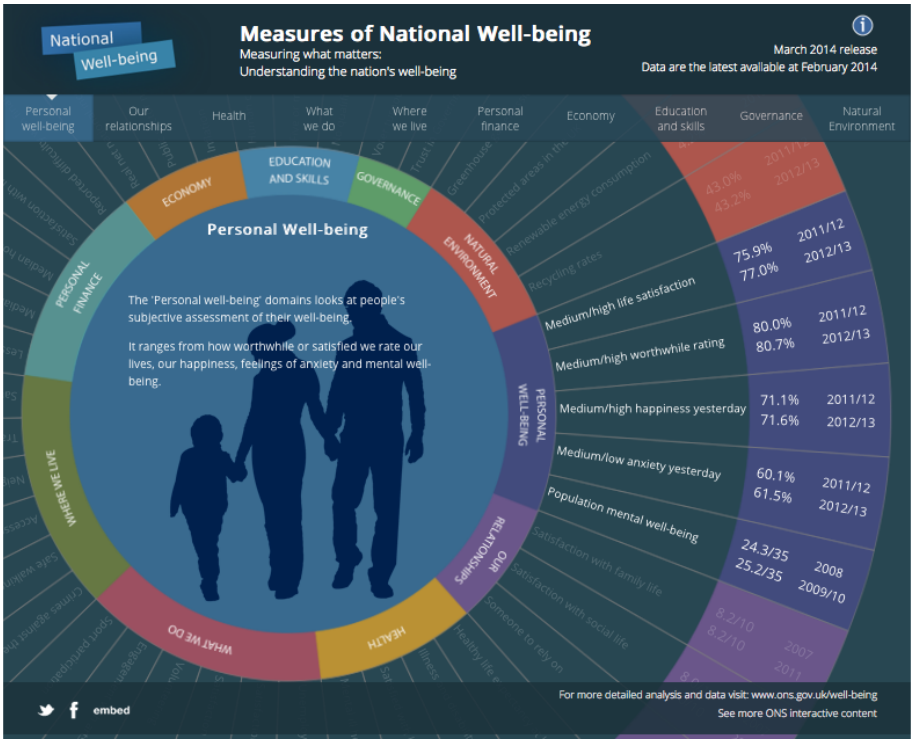
17. "MAP received widespread media coverage particularly at the time of release. It is often cited as a reference in Parliament and elsewhere" (Trewin et Hall, 2014). Ce succès médiatique a été corroboré par la remise du prix «Smart Australian» à Trewin, pour sa contribution à nourrir et informer le débat en Australie.

18. http://www.neighbourhood.statistics.gov.uk/HTMLDocs/dvc146/wrapper.html

19. "Overall, how satisfied are you with your life nowadays?", "Overall, how happy did you feel yesterday?", "Overall, how anxious did you feel yesterday?", "Overall, to what extent do you feel the things you do in your life are worthwhile?".

20. Pour rappel, les enquêtes budgets des famille de l'Insee, qui renseignent sur toutes les activités économiques des ménages en France sont menées à bien tous les quatre ans auprès de 15 000 ménages environ.

Figure 2. Nouveaux indicateurs de prospérité du Royaume-Uni



Source : http://www.neighbourhood.statistics.gov.uk/HTMLDocs/dvc146/wrapper.html

Note : le tableau de bord du MNWP distingue 10 dimensions : éducation, gouvernance, nature et environnement, bien-être personnel, relations, santé, activités, lieu de vie, finances personnelles. Les indicateurs mis en lumière indiquent (en blanc, de haut en bas) : le pourcentage de la population déclarant être moyennement ou très satisfait par rapport à la vie ; le pourcentage de la population déclarant que la vie a moyennement ou beaucoup de sens; le pourcentage de la population déclarant être moyennement ou très heureux le jour précédent l'entretien, le pourcentage de la population déclarant avoir été moyennement ou faiblement anxieux le jour précédent l'entretien, l'indice de bien-être psychique de la population.

environnemental, le *Department for Environment, Food and Rural Affairs* (Defra) développe actuellement un nouveau tableau d'indicateurs de développement durable qui complètent le MNWP.

Qui ? Le *Measuring National Well-being Programme* est une initiative du Premier ministre David Cameron, menée par l'office national de statistique (ONS). L'intérêt de Cameron pour la question du bien-être est antérieur à son accession aux fonctions de Premier ministre. Mais c'est lors de cette accession qu'il donnera à cette question une nouvelle visibilité dans le débat statistique britannique. Dans le but de stimuler et de superviser politiquement le programme, une cellule *Well-being* a été mise en place au sein du Cabinet Office. Il faut souligner que l'ONS s'intéresse aux données et aux indicateurs de bien-être depuis de nombreuses années.

Pourquoi ? Le discours de David Cameron du 25 novembre 2010[21] met explicitement en lumière l'importance de prendre en compte le bien-être[22]. Ce programme a été établi en réponse à une demande croissante, tant au Royaume-Uni qu'au niveau international, de nouvelles mesures allant au-delà des mesures traditionnelles de l'activité économique (comme le PIB). La Commission Stiglitz est d'ailleurs régulièrement citée comme l'une des sources ayant inspiré l'initiative.

21. https://www.gov.uk/government/speeches/pm-speech-on-wellbeing

22. "Today the government is asking the Office of National Statistics to devise a new way of measuring wellbeing in Britain. And so from April next year, we'll start measuring our progress as a country, not just by how our economy is growing, but by how our lives are improving; not just by our standard of living, but by our quality of life."

Comment ? La première phase de ce projet a été de mener un grand débat public du 25 novembre 2010 au 15 avril 2011. Cette phase avait pour principal objet de rassembler un socle d'informations sur ce qui importait aux citoyens britanniques. Le débat a été mené en ligne et lors d'évènements organisés dans tout le pays. Il s'est organisé sur la base d'un texte reprenant cinq grandes questions : « « Qu'est-ce qui importe pour vous dans la vie? »», « « Parmi les choses qui comptent pour vous, lesquelles devraient être prises en compte dans les mesures de bien-être national? », « Lequel des ensembles d'informations suivants aide selon vous à mesurer le bien-être national et comment la vie au Royaume-Uni change-t-elle au fil du temps? », « Laquelle des propositions suivantes serait la meilleure pour donner une image de bien-être national? » et « Comment utiliseriez-vous des mesures du bien-être national? »[23]. L'ONS a reçu 7.900 réponses à ces questions, dont 50 provenant d'organisations. L'ONS a également ouvert un site internet sur lequel les citoyens ont pu exprimer leurs opinions sur la question de la mesure du bien-être. Environ 1.200 opinions ont été collectées par ce biais. Des collaborations ont également été menées avec des communautés locales et une ligne téléphonique mise en place afin de répondre aux questions des citoyens[24]. Il est notamment ressorti de ce débat public que le bien-être subjectif était l'une des principales dimensions qui importait aux citoyens.

Après cette phase consultative, l'ONS a développé de nouvelles mesures de bien-être intégrant des mesures de performance économique, mais allant au-delà. Le 20 novembre 2012 a été publié le premier rapport annuel du programme : *Life in the UK (La vie au Royaume-Uni)*. Parallèlement, la «roue» des mesures du bien-être (cf. figure 2) a été mise en ligne et mise à jour (dernière mise à jour en septembre 2013). Depuis lors, des bulletins statistiques sont régulièrement publiés. Le second rapport *Life in the UK* a été publié en mars 2014[25].

Pour quoi faire ? L'objectif déclaré de ce programme est de développer un ensemble de statistiques nationales légitimes et crédibles vers lesquelles la population se tournerait en premier lieu pour jauger de l'état du bien-être au Royaume-Uni. Les rapports de l'ONS sur le MWNP sont publiés mensuellement. Chaque rapport se focalise sur une dimension spécifique du bien-être. En termes d'usages, il ressort de notre entretien avec un membre du Cabinet Office que les indicateurs du MNWP sont largement utilisés dans le but d'élargir la vision qu'ont les politiques des problèmes sociétaux. D'après plusieurs personnes interrogées, la notion de bien-être est entrée dans les enjeux politiques, à tel point que la stratégie de développement durable a été absorbée dans le *MNW Programme.*

Le département *Civil Service Quarterly* du cabinet du Premier ministre (*Cabinet Office*) dédie spécifiquement l'un de ses services aux enjeux de bien-être et au MNWP. Il est intéressant de noter que les indicateurs du MWNP sont également évoqués pour étayer des décisions politiques. En juin 2013, le gouvernement a publié un document reprenant les principales expériences politiques dans lesquelles il a été fait référence au MNWP. C'est le cas notamment dans le système de santé publique, l'organisation des communautés locales, le suivi des travailleurs du service public, le domaine des transports, ou encore le suivi du bien-être des demandeurs d'emploi[26]. Pour l'heure, toutefois, chaque domaine de la politique publique utilise son indicateur et le reste du tableau de bord n'est pas mobilisé pour évaluer les impacts sociétaux ou systémiques de telle ou telle politique – comme c'est parfois le cas avec le PIB, cf. encadré 1.

Pays de Galles : *One Wales, One Planet* (« Un pays de Galles, une planète »)

Quoi? Depuis 2000, le pays de Galles s'est doté de nouveaux indicateurs de prospérité. Depuis 2009, les NIP prennent la forme d'un tableau de

23. "What things in life matter to you?", "Of the things that matter to you, which should be reflected in measures of national well-being?", "Which of the following sets of information do you think help measure national well-being and how life in the UK is changing over time?", "Which of the following ways would be best to give a picture of national well-being?" et "How would you use measures of national well-being?".

24. ONS (2011), National Statician's Reflection on the National Debate on Measuring National Well-being.

25. http://www.ons.gov.uk/ons/guide-method/user-guidance/well-being/about-the-programme/index.html

26. Pour une vision complète des domaines d'utilisation du MNWP, voir : https://www.gov.uk/government/uploads/system/uploads/attachmentdata/file/224910/WellbeingPolicyandAnalysisFINAL.PDF

bord de 29 indicateurs (*Sustainable Development Indicators, SDIs)* permettant d'assurer le suivi de son troisième plan de développement durable *One Wales, One Planet*. Le concept de développement durable doit ici être entendu au sens large, et dépasse les enjeux environnementaux : les cinq indicateurs-phares comprennent l'utilisation des ressources, l'environnement, l'économie, la société et le bien-être. Le détail des indicateurs inclus dans chacune de ces dimensions est présenté dans la figure 3.

Qui ? Le *Wesh Assembly Governement* est l'instance exécutive galloise en charge de vingt thématiques politiques déléguées au pays de Galles par le gouvernement britannique. La question de l'évaluation des avancées dans le domaine du développement durable apparaît en 1998 dans le *Government Wales Act* (équivalent fonctionnel d'une constitution). L'administration galloise, sous impulsion du *Welsh Government* a donc élaboré une série d'indicateurs, permettant de suivre les évolutions en la matière, conformément à la constitution galloise.

Pourquoi ? Les raisons de l'adoption d'indicateurs au pays de Galles sont liées à son dans le développement durable. Cette implication est ancienne et portée par la volonté du gouvernement gallois d'être innovant en la matière.

Comment ? Le processus d'élaboration des indicateurs de développement durable n'est pas récent. Déjà en 2000, le gouvernement gallois soumettait un document à la consultation du public, comprenant 81 indicateurs possibles. La consultation a mené à un ensemble réduit de 12 indicateurs adoptés en 2001. En 2006, des modifications ont été suggérées par *SD Indicators Working Group* (groupe de travail mis en place par le gouvernement gallois) et adoptées en 2007. Celles-ci dessinent la structure de base du jeu d'indicateurs actuel. En 2009, le plan *One Wales, One Planet* a confirmé les indicateurs-phares et en a ajouté un sur le bien-être (*Well-being of Wales*), les répartissant en cinq grandes dimensions : utilisation durable des ressources, préservation de l'environnement, une économie durable, une société durable, et le bien-être du pays de Galles[27].

Pour quoi faire ? Les indicateurs sont présentés annuellement dans un rapport sur le développement durable (dont la publication constitue un devoir légal du plan de développement durable[28]), hébergé sur le site web du gouvernement gallois. Par ailleurs, depuis 2012, le *Sustainable Development Indicators for Wales' booklet* paraît annuellement, reprenant les chiffres des indicateurs de développement durable. Ce rapport est une publication de statistique nationale et est la base sur laquelle le plan de développement durable doit être évalué et remanié le cas échéant pour en assurer l'efficacité et la pérennité.

Selon BRAINPOoL (2014, p.100), pourtant, s'il semble que bien que les indicateurs soient inscrits dans une stratégie de développement durable et calculés régulièrement, ils ne sont pas utilisés de manière effective dans la prise de décision[29]. La raison principale serait la faible perception qu'ont les décideurs de la pertinence d'utiliser de tels indicateurs. Il semble que pour une majorité d'entre eux, la stratégie de développement durable n'intègre pas leur spectre d'action et ne semble pas être directement mobilisable dans la prise de décision. Il en résulte que les indicateurs de développement durables ne sont pas perçus comme des priorités dans la prise de décisions. Les questions de croissance, d'emploi et de pauvreté restent prioritaires (Michaelson, 2013).

Par ailleurs, pour ce qui est de l'adoption par le grand public, l'étude de BRAINPOoL identifie plusieurs barrières. L'une d'entre elles est la mauvaise communication sur ces indicateurs: «la communication autour des indicateurs de développement durable n'a pas réussi à toucher le public, peut-être en partie parce qu'il n'y avait rien dans le jeu d'indicateur durable de chargé émotionnellement qui aurait résonné avec le public, ni aucun récit fort pour l'accompagner» (BRAINPOoL, 2013b : 23)[30]. Un deuxième frein à l'utilisation des indicateurs est la difficulté pratique

27. *Sustainable resource use, sustaining the environment, a sustainable economy, a sustainable society, et the well-being of Wales.*

28. La promotion du développement durable au pays de Galles est un devoir au sens de la loi : «We remain one of the few administrations in the world to have such a statutory duty.» (Welsh Assembly Governement, 2009 : 4)

29. Dans la terminologie développée dans la leçon 7 (cf. infra), nous parlons d'un usage «instrumental» des indicateurs, qui reste encore largement à développer.

30. "Communication around SDIs had failed to connect with the public, perhaps partly because there was nothing emotionally charged, that resonated, with the public in the Sustainable Indicator Set and no strong accompanying narrative"

Figure 3. Nouveaux indicateurs de prospérité du pays de Galles

Les indicateurs de développement durable (*Sustainable Development Indicators*)					
Thème	**Utilisation des ressources**	**Environnement**	Économie	Société	Bien-être
Indicateur(s) clé(s)	**Empreinte écologique**	**Espèces en danger** **Habitats en danger**	**Valeur ajoutée brute**	**% de la population avec des revenus relativement bas**	État de santé mentale et physique **Satisfaction dans la vie**
Indicateurs complémentaires	Émissions de gaz à effet de serre	**Biodiversité :** Changements de court terme dans les populations d'oiseaux Changements de long terme dans les populations d'oiseaux	**Emploi**	**Inégalités de santé :** Mortalité infantile Espérance de vie à la naissance	Éducation : % des adultes entre 19 et 21 ans ayant le baccalauréat % des adultes ayant un diplôme du supérieur
	Déchets par secteur **Déchets par type d'élimination**	**Impacts écologiques de la pollution de l'air :** Zones d'habitats vulnérables excédants les seuils critiques	**Efficacité des ressources :** Émissions de CO_2 rapportées à la valeur ajoutée brute	**Aide sociale :** % de personnes en âge de travailler demandant des allocations chômage	**Pauvreté infantile:** % d'enfants vivant dans un foyer à faible revenus
	Déchets ménagers	**Qualité de l'air :** Pollution de l'air sur les sites urbains Qualité de l'air sur les sites ruraux	**% d'électricité issue de sources d'énergie renouvelables**	**Logement :** Taux d'efficacité énergétique des habitations	**Pauvreté des retraités :** % de retraités avec un faible revenu
	Mobilité : Nombre de voyages par modes principaux % de personnes allant au travail par mode de transports	Qualité des rivières		**Accessibilité :** % des foyers avec des équipements accessibles à moins de 15 minutes à pieds ou en transports publics	**Chômage :** % d'enfants et adultes de moins de 64 ans vivant dans des foyers au chômage
		Qualité du sol		**Criminalité** : Nombre de délits crapuleux	**Participation active :** % personnes se portant volontaires formellement ou informellement au moins une fois par mois
		Ressources durables en eau : % de zones en déficit			**Langue :** % d'étudiants parlant la langue galloise

Source : BRAINPOoL 2013b, p.111 (traduction des auteurs).

de manipuler les nombreux indicateurs qui composent le tableau de bord.

De manière plus générale, les freins à l'usage des indicateur de développement durable au pays de Galles identifiés par BRAINPOL sont de quatre ordres : manque de pertinence auprès des audiences-clés; manque de lien entre les indicateurs et les priorités politiques; perceptions selon lesquelles les indicateurs dévient le gouvernement gallois de ses priorités; et enfin, freins liés aux pressions politiques affectant l'usage des indicateurs.

Wallonie : 5 indicateurs composites pour la Wallonie

Quoi ? La Région Wallonne a adopté, en mai 2013, cinq indicateurs-phares[31] :

1. **L'indice de situation sociale (ISS) :** basé notamment sur l'ISS français[32], adapté au contexte wallon. Cet indice s'appuie sur deux composantes : un indicateur d'état de la société (capital social et humain) et un indicateur d'état des déséquilibres et des inégalités socio-économiques.
2. **L'indice des conditions de bien-être (ICBE)** : cet indice s'appuie sur une méthodologie participative qui est mise en place par l'Institut wallon de statistiques (IWEPS).
3. **L'empreinte écologique et la biocapacité (EE) :** ces indices, qui mesurent les limites de la planète par rapport à la consommation de ses ressources, seront calculés suivant les standardisations reconnues au niveau international mais utilisant des données nationales et régionales plus précises.
4. **L'indice de situation environnementale (ISE) :** Cet indice mesurera la qualité de l'environnement et s'appuiera sur deux indicateurs : un indicateur d'état des composantes de l'environnement et un indicateur de l'impact sur la santé humaine de l'état des composantes de l'environnement.
5. **Un indicateur sur le capital économique, différent du PIB**, qui reste à définir.

Qui ? En Wallonie, les conditions étaient assez favorables à l'adoption de nouveaux indicateurs car cette question a d'emblée été inscrite dans la déclaration de politique régionale (DPR). L'impulsion est venue du ministre du Développement durable (écologiste), siégeant dans une coalition Ecologistes (ECOLO) – Socialistes (PS) – Démocrates-humanistes (Cdh). Il ressort de nos entretiens que la volonté politique du ministre du développement durable a constitué un levier de poids dans la mise en œuvre d'une réflexion sur de nouveaux indicateurs ainsi que dans la sélection d'indicateurs et l'engagement de l'Institut wallon de statistiques à les calculer systématiquement.

Un autre facteur ayant poussé à la mise en œuvre de ces indicateurs réside dans l'influence des travaux du WWF - en faveur d'indicateurs composites - dont l'ancien directeur des programmes Geoffroy de Schutter a été nommé par le ministre pour mener à bien la mise en œuvre des indicateurs au niveau Wallon. Celui-ci est donc passé d›un rôle de lobby et d›innovation sociale à une fonction au sein du cabinet du ministre. Ce rôle institutionnalisé a contribué à avaliser et légitimer la mise en œuvre de nouveaux indicateurs.

Pourquoi? Plusieurs raisons sont invoquées parmi les personnes interrogées. La première fait référence aux lacunes du PIB. Le produit intérieur brut (PIB) est un indicateur phare utilisé pour mesurer la croissance économique, mais il ne prend que faiblement en compte les enjeux liés au bien-être et ne prend pas en compte les enjeux environnementaux. Il est également fait référence à diverses initiatives développées en dehors de la Belgique (OCDE, G20, Parlement Européen, Nations-Unies, Grande-Bretagne, Allemagne, ou encore la Région Nord-Pas-de-Calais).

Comment ? Les cinq indicateurs phares de la Région Wallonne ont été choisis à partir de plusieurs consultations d'experts et de la société civile[33]. Les indicateurs sélectionnés sont soumis à des « conseils d'avis », dans lesquels sont

31. http://nollet.wallonie.be/la-wallonie-met-en-place-ses-cinq-indicateurs-phares-compl-mentaires-au-pib

32. L'indicateur de santé sociale, construit en France en 2008 Jany-Catrice et Zotti, dans le cadre d'une démarche participative, est un indice composite (Zotti, Jany-Catrice 2009). Sa méthodologie s'appuie sur l'une des recherches antérieures, notamment le BIP-40 (baromètre des inégalités et de la pauvreté). Il comporte huit dimensions : revenu, travail et emploi, éducation, santé, logement, sécurité, lien social, lien interindividuel.

33. Les étapes ont été les suivantes: 1) réalisation d'un inventaire d'indicateurs (opéré par l'IWEPS); 2) organisation d'une table ronde d'experts et d'utilisateurs afin de bien cerner les priorités des citoyens; 3) sur la base de ces concertations, une sélection d'indicateurs est opérée.

représentés les partenaires sociaux, les associations, et la société civile organisée. Ils sont amenés à donner un avis qui, s'il n'est pas contraignant, est très important du fait de son rôle de justification des choix du gouvernement. Une fois ce choix avalisé par le gouvernement, une décision de financement est prise pour fournir les moyens budgétaires de l'opérationnalisation des indicateurs par l'IWEPS[34]. Notons que l'indicateur de capital économique fera prochainement l'objet d'un développement par l'IWEPS et d'un avis du Conseil économique et social de Wallonie, et du Conseil wallon de l'environnement pour le développement durable.

Pour quoi faire? Il faut rappeler que le projet de DPR stipule clairement que le Gouvernement veut «développer, en concertation avec les partenaires sociaux, les autres régions, le niveau fédéral et les instances internationales concernées, des indicateurs qui permettent de mesurer le développement humain et l'empreinte écologique, afin de guider et d'évaluer l'action du Gouvernement, en complément du PIB» (Déclaration de politique régionale wallonne 2009-2014, p. 43).

En mai 2014, le premier calcul de trois des cinq indicateurs mentionnés ci-dessus a été publié par l'IWEPS sous forme de trois rapports distincts[35]. L'IWEPS a en effet été mandaté par le gouvernement pour fournir sur une base annuelle les données des cinq indicateurs. Pour l'heure, ceux-ci n'étant pas encore tous calculés, aucun usage effectif n'en est fait actuellement.

Il est notable que la publication des trois premiers indicateurs par l'IWEPS (IWEPS 2014a, 2014b, 2014c) n'ait pas encore fait l'objet de médiatisation particulière. Les indicateurs sont seulement disponibles sur le site internet de l'institut. Par ailleurs, le changement de majorité qui succède aux élections, couplé à une réticence des statisticiens à calculer des indicateurs composites, questionne la pérennité de ce projet ou son impact politique réel.

Belgique fédérale : loi sur les « indicateurs complémentaires »[36]

Quoi? Les indicateurs complémentaires au PIB en Belgique sont très récents. C'est en effet une loi datant du 23 janvier 2014 qui fixe comme objectif l'élaboration d'indicateurs complémentaires au PIB « en vue de mesurer la qualité de la vie, le développement humain, le progrès social et la durabilité de notre économie ». Comme le mentionne la députée Thérèse Snoy, ces indicateurs seront regroupés en un « nombre aussi restreint que possible » et « seront élaborés sur base de la participation des services publics compétents et de la société civile belge »[37].

Qui ? La loi est une initiative du Sénat belge. La Chambre, après le Sénat, l'a votée le 23 janvier 2014. Comme le mentionne la députée Thérèse Snoy, du parti écologiste ECOLO, « cette loi est issue de la majorité parlementaire. Ecolo-Groen avait déposé des propositions dans le même objectif, mais elles ont été « couvertes » par celle de la majorité. [L'opposition a] donc soutenu cette loi, tout en insistant sur la nécessité de l'appliquer avec rigueur et d'accorder à ces nouveaux indicateurs l'importance qu'ils méritent. »

Pourquoi? Les raisons invoquées pour la mise en œuvre de ce groupe de travail sont multiples et semblent indiquer que tous les parlementaires impliqués, bien que de bords politiques différents, y trouvent un intérêt. Les parlementaires évoquent l'opportunité que constitue cette loi d'offrir une vision différente sur les objectifs sociétaux, sur nos modèles de développement et de définir des objectifs politiques d'une « nature nouvelle »[38]. Notons que l'intention des écologistes est de « faire un pas vers un changement de paradigme » (*ibid.*), et l'une des modalités de changement de paradigme serait de contrer les discours dominants encore imprégnés par la seule référence au PIB pour « se référer au maximum, dans les interprétations données, à des indicateurs qui placent les enjeux de bien-être comme indépendants de la croissance économique et d'une

34. Dans le cas wallon, il est intéressant de noter que des résistances se sont manifestées quant à la canalisation des fonds donnés à l'IWEPS: de l'argent a été déboursé pour l'IWEPS, mais aucune close n'a conditionné son allocation aux finalités de calcul périodique des indicateurs complémentaires au PIB sélectionnés.

35. http://www.iweps.be/indicateurs-complementaires-au-pib

36. Loi du 23 janvier 2014 complétant la loi du 21 décembre 1994 portant des dispositions sociales et diverses par une série d'indicateurs complémentaires en vue de mesurer la qualité de vie, le développement humain, le progrès social et la soutenabilité de notre économie (3234/1-4).

37. http://www.tsnoy.be/2014/01/30/de-nouveaux-indicateurs-complementaires-au-pib-la-belgique-pionniere/

38. Intervention de Thérèse Snoy à la Chambre, le 23 janvier 2014.

vision productiviste de ce bien-être » (*ibid.*). Il s'agit également de rendre compte plus explicitement des enjeux écologiques liés aux limites physiques de la planète.

Comment ? Concrètement, un groupe de travail parlementaire intitulé « Nouveaux indicateurs pour les prestations économiques, l'avancée sociale, la qualité de vie et le bonheur » a été mis en place en 2012. Différentes auditions d›experts nationaux et internationaux ont été organisées. Le groupe de travail était initialement présidé par un parlementaire tout à fait favorable à la mise en place de nouveau indicateurs et désireux de transposer une expérience régionale en la matière au niveau fédéral. Pour des raisons politiques, ce parlementaire a dû céder la présidence du groupe de travail. L›arrivée de son successeur a enrayé la dynamique du groupe de travail, pour donner lieu *in fine* à un texte non pas issu du groupe de travail (pluraliste), mais à une proposition portée par la majorité uniquement, définie en dehors du groupe de travail. Ce groupe de travail a chargé le Bureau fédéral du plan belge d'élaborer les indicateurs complémentaires au PIB.

Pour quoi faire ? Il semble que l'objectif premier d'ECOLO, qui a été le premier parti à lancer l'initiative, était de déplacer la focale du politique par la mise en place de nouveaux indicateurs, pour reformuler et restructurer les discours et combat politiques autour d'enjeux de bien-être. Les motivations des porteurs du projet sont liées à l'outil de débat public-politique que représenteraient des indicateurs de bien-être sur lesquels débattre. Il est d'ailleurs prévu que les résultats de ces indicateurs figurent dans le rapport annuel de la Banque nationale de Belgique et fasse l'objet d'un débat à la Chambre chaque année.

Allemagne – W3-Indikatoren (Indicateurs W3)

Quoi ? Les Indicateurs W3 sont neuf indicateurs complémentaires au PIB, qui couvrent, avec ce dernier, trois dimensions : l'économie, l'écologie et la santé sociale. Pour chacun de ces trois domaines, en plus des 10 indicateurs (PIB+9 complémentaires), il existe neuf *warning lights (« indicateurs d›alerte »), qui indiquent si des limites critiques ont été dépassées dans certains domaines. Schématiquement, l›ensemble d›indicateurs est présenté dans la figure 4.*

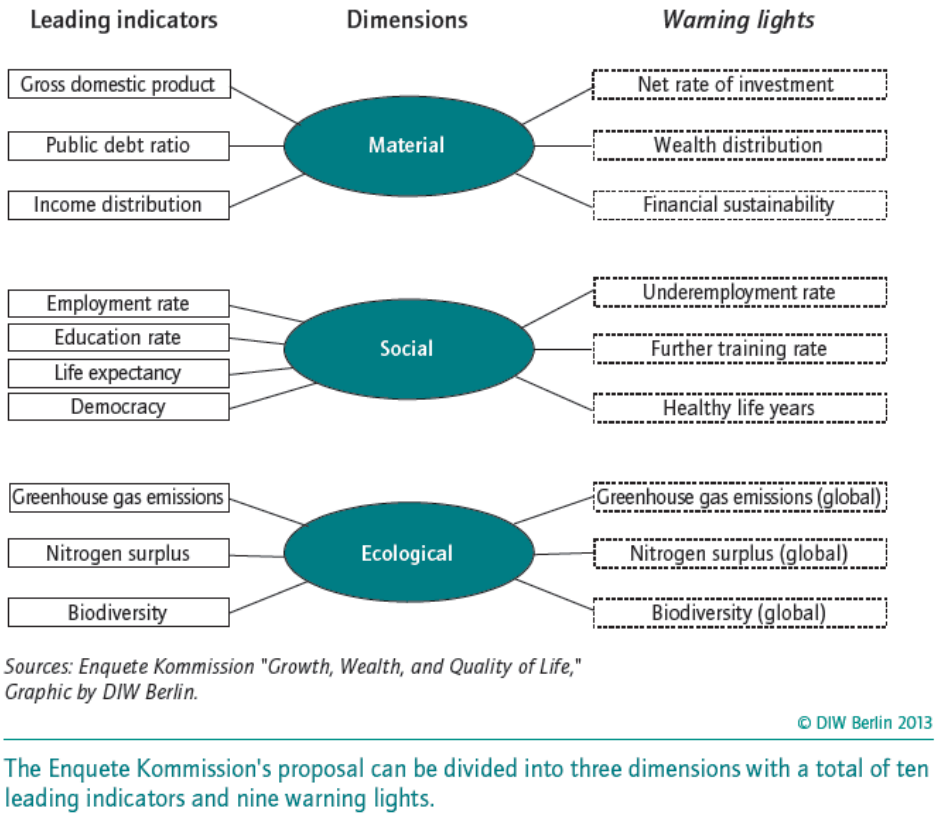
Qui ? Les indicateurs W3 sont issus des travaux de la « Commission d'enquête sur la croissance, la prospérité et la qualité de vie » («*Enkete-Kommission Wachstum, Wohlstand, Lebensqualität*»), initiée par le Bundestag en décembre 2010. La commission était trans-partisane.

Pourquoi ? Le principal motif avancé pour la mise en place de cette commission est le caractère inapproprié du PIB pour refléter la prospérité des sociétés. Ce faisant, l'objectif de la commission était de relativiser le rôle des indicateurs traditionnels, au premier rang desquels le PIB, dans le débat public et politique.

Comment ? La commission d'enquête sur la croissance et la prospérité a entamé ses travaux en janvier 2011 et les a clôturés en juin 2013. Elle était constituée de 17 membres du Bundestag issus de 5 partis (CDU/CSU, SPD, FDP, Bündnis 90/Die Grünen et Die Linke), divisés en cinq groupes de travail, chaque groupe étant présidé par l'un des cinq partis. Chaque groupe a traité une thématique. Dix-sept experts des mondes académique, économique et syndical ont été nommés pour compléter la commission. Les questions abordées ont traité des potentialités et des limites de la croissance, du monde du travail, des comportements de consommation et des modes de vie, dans le but de dessiner les contours d'une gestion économique durable pour l'Allemagne. L'un des groupes de travail s'est attelé spécifiquement à la recherche d'un nouvel indicateur de bien-être et de progrès.

Pour quoi faire ? Pour l'heure, les indicateurs sont toujours au stade de la proposition, et ne sont donc pas encore utilisés effectivement. Le centre de recherche DIW Berlin reconnaît que leur calcul et leur publication ne sont pas suffisants pour être efficaces politiquement (Giesselmann et al. 2013). Il s'agit de cultiver une culture du débat qui reconnaisse la pertinence de l'adoption de nouveaux indicateurs. C'est pourquoi la commission a proposé au gouvernement fédéral de se positionner officiellement et régulièrement sur l'évolution des indicateurs ; positionnement qui pourrait prendre la forme d'un rapport annuel avalisé par l'ensemble des ministères. La commission suggère par ailleurs que des groupes d'experts gouvernementaux soient mandatés pour commenter les indicateurs W3 sur une base officielle et régulière. La création d'une commission d'experts sur une « qualité de vie soutenable » est également proposée.

Figure 4. Nouveaux indicateurs de prospérité de l'Allemagne



Source : Giesselmann et al. 2013, p.13.

Les nouveaux indicateurs de prospérité en France au niveau national

Quoi ? À la suite des travaux de la Commission Stiglitz (entre 2008 et 2009), l'INSEE publie un tableau de bord d'indicateurs de développement durable regroupant un ensemble de vingt indicateurs que l'on peut regrouper sous six dimensions : santé, démographie, économie, social, environnement et gouvernance. Parmi ces indicateurs, quinze correspondent aux thématiques de la stratégie de développement durable des pouvoirs publics français et cinq indicateurs viennent la compléter sur des enjeux économiques et sociaux.

Qui ? En 2007, sous l'impulsion du président Nicolas Sarkozy, une commission d'une quarantaine de membres, pilotée par trois économistes, dont deux prix Nobel, se met en place et est chargée de rédiger un rapport sur la mesure du progrès économique et social. La commission a rassemblé de nombreux chercheurs (une majorité d'économistes, ainsi que des sociologues, psychologues et politologues) français et internationaux ainsi que des membres des administrations. Elle a rendu son rapport en septembre 2009. Si le pouvoir exécutif français a été proactif dans la mise en place de la Commission Stiglitz, le soutien s'est affaibli par la suite et l'exécutif n'a pas officiellement acté la mise en place de nouveaux NIP. On peut notamment citer l'exemple du projet de loi déposé en 2009 par le groupe écologiste à l'Assemblée[39], qui fut rejeté par la majorité de Nicolas Sarkozy. Ce projet visait à faire de l'empreinte écologique un indicateur phare et à mettre en place des politiques publiques afin de faire décroître cette empreinte.

Le Conseil d'analyse économique français, en partenariat avec son homologue allemand, a également publié un *Rapport bilatéral du Conseil d'analyse économique français (CAE) et du Conseil allemand des experts en économie*, qui entendait « définir un ensemble d'indicateurs publiés périodiquement et portant sur les thèmes-clés que

39. http://www.assemblee-nationale.fr/13/propositions/pion1369.asp

Encadré 1 – Les indicateurs de prospérité au niveau régional et territorial en France

Si la progression des NIP sur la scène politique nationale a été plus lente en France que dans d'autres pays, il convient de rappeler que de nombreuses initiatives ont vu le jour au niveau des régions et des territoires. Les Régions de France ont notamment développé, en partenariat avec l'Insee, les tableaux de bord de l'Association des Régions de France. Ce tableau de bord contient trois indicateurs phares (et synthétiques) qui sont l'empreinte écologique, l'indicateur de Développement Humain et l'Indicateur de Santé Sociale ainsi que 22 indicateurs plus détaillés (Association des Régions Françaises, 2012). Les données pour mesurer ces indices sont mis à disposition des régions par l'INSEE grâce à une convention entre l'institut de statistiques et l'Association des Régions de France.

Ces indicateurs ont pu être utilisés pour alimenter le débat public sur certains choix de développement régional (en matière de réseaux de transport ou d'habitat, comme ce fut le cas en Région Nord-Pas de Calais avec la mise en place d'une conférence citoyenne). De nombreuses études et rapports régionaux reprennent ces indicateurs : les Agenda 21 régionaux ou les Rapports annuels de Développement Durable utilisent ces indicateurs (voir Laurent (2012) pour un exposé des différentes démarches régionales).

Au niveau communal ou intercommunal, l'utilisation de NIP s'est également développée depuis quelques années. On peut citer l'exemple de la communauté d'Arras ou la communauté d'agglomération de l'Artois qui ont utilisé l'indicateur de développement humain pour représenter les conditions de vie sur leur territoire. Ces initiatives régionales et territoriales s'appuient souvent sur un travail de fond de la société civile et de réseaux de chercheurs[1]. Ces initiatives ne rentrent toutefois pas dans le périmètre que nous avons défini pour cette étude (cf. supra).

1. Parallèlement à la Commission Stiglitz, et afin d'assurer le suivi citoyen des travaux de cette commission, un Forum pour d'Autres Indicateurs de Richesse (FAIR) a émané d'académiques issus de disciplines diverses, de représentants syndicaux, et de membres de la société civile. Le FAIR a publié en mars 2011 un livre collectif intitulé «La richesse autrement» (FAIR 2011).

sont la performance économique, le bien-être et la soutenabilité » (CAE *et al.*, 2010 : 5). Mais il n'y a pas eu par la suite de portage politique de cette proposition. Le Commissariat général au développement durable a lui développé des indicateurs pour l'économie verte mais ces derniers sont plus sectoriels que les NIP que nous analysons dans cette étude.

Pourquoi ? Dans le contexte de crise financière, le président français a critiqué le PIB à plusieurs reprises, lui reprochant son incapacité à refléter le progrès de nos sociétés et à rendre compte correctement des évolutions tant strictement économiques, que sociales et environnementales. La Commission Stiglitz avait notamment pour objectif de développer une « réflexion sur les moyens d'échapper à une approche trop quantitative, trop comptable de la mesures de nos performances collectives ».

Comment ? Le développement du tableau de bord d'indicateurs pour la France s'est fait dans le prolongement des travaux de la Commission Stiglitz. Le Comité interministériel pour le développement durable a identifié vingt indicateurs en collaboration avec l'Institut national de la statistique et des études économiques et le Service de statistiques du ministère de l'Environnement (SoES) – étoffant ainsi une liste identifiée dès 2003, mais ne comprenant pas autant d'indicateurs économiques et sociaux.

Pour quoi faire ? Malgré le foisonnement d'initiatives (régionales et territoriales) en France et la publication annuelle du tableau de bord des indicateurs de développement durable, la prise en compte effective des NIP en France reste extrêmement limitée. Ainsi, il est intéressant de noter que le tableau de bord de la stratégie de développement durable est publié à l'annexe 11 du second tome du *Rapport économique, social et financier* du projet de loi des Finances du pays. Peu nombreux sont les personnels politiques au courant de ces indicateurs et la couverture médiatique de ce tableau de bord est quasi-inexistante.

De l'aveu même d'un membre de la Commission Stiglitz, les travaux n'ont pas porté sur l'utilisation pratique des NIP, mais davantage sur la forme que devaient prendre les indicateurs. De fait, il n'y a pas aujourd'hui d'utilisation effective des NIP en politique.

Afin d'accroître la prise en compte effective de nouveaux indicateurs dans la prise de décision en France, un groupe de députés écologistes a présenté à l'Assemblée, le 23 janvier 2014, une proposition de loi organique portant sur la «programmation et […] la gouvernance des finances publiques visant à la prise en compte des nouveaux indicateurs de richesse». Après amendement[40], des engagements ont été pris par le gouvernement français pour publier les nouveaux indicateurs simultanément au projet de loi de finance, ainsi que pour évaluer les principales réformes du gouvernement à l'aune de ces nouveaux indicateurs. Pour l'heure, ces engagements ne semblent toutefois pas avoir été concrétisés.

Il apparaît donc que de nouveaux indicateurs de prospérité visant à combler les lacunes du PIB et des indicateurs économiques traditionnels dans la représentation du progrès sociétal commencent à être mis en œuvre dans plusieurs pays aux caractéristiques proches de celles de la France. Ces initiatives ne sont pas cantonnées à la société civile mais sont portées au plus haut niveau de l'État ou de l'administration. Le temps où les indicateurs complémentaires étaient présentés comme des initiatives marginales est révolu, et ils commencent à trouver de plus en plus de déclinaisons concrètes, sous forme de rapports réguliers, de consultations publiques voire de mises en débat politique *via* leur emploi, pour juger de la performance des gouvernants.

La France n'a pourtant pas adopté officiellement de NIP et leur mise en œuvre concrète n'est pas à l'ordre du jour. Il s'agit dès lors de mieux comprendre comment les «pays pionniers» sont passés de réflexions et de projets issus de la société civile à l'officialisation de tableaux de bord et à leur introduction dans les textes de loi. Quels enseignements peut-on tirer de ces expériences nationales ? Quels différences et traits communs existent-ils entre les pays ? La seconde partie de ce rapport présente des leçons et recommandations pour instruire le débat en France et ailleurs.

Dix leçons tirées des expériences nationales

Les nouveaux indicateurs de prospérité se positionnent en complémentarité vis-à-vis du PIB plutôt qu'en substitution

Toutes les initiatives étudiées ici optent pour une complémentarité des indicateurs vis-à-vis du PIB. Le PIB, aujourd'hui, pour les raisons mentionnées dans la section précédente reste un indicateur à la fois largement utilisé et qui garde un intérêt certain grâce à sa relative robustesse statistique et à sa capacité de représenter ce qui peut être partagé entre les différents acteurs économiques d'une même société. Les autres arguments invoqués pour conserver le PIB sont de nature méthodologique (infaisabilité statistique de rassembler en un seul indicateur «substitut du PIB» toute la complexité des enjeux) et d'ordre normatif (doute quant à la capacité d'un indicateur unique à refléter une pluralité de valeurs). Ainsi peut-on lire, à propos de la commission d'enquête allemande que, malgré ses désaccords internes, celle-ci s'est mise d'accord sur le fait que remplacer le PIB par un seul indicateur alternatif ne représentait pas une réponse souhaitable d'un point de vue méthodologique et n'était pas à même de refléter une pluralité de valeurs (Giesselmann *et al.*, 2013).

40. «Face à notre proposition de loi, le gouvernement a exprimé des réticences sur la forme : il s'agissait, en effet, d'une proposition de loi organique visant à modifier la LOLF (la Loi Organique relative aux lois de finances), du fait de l'introduction de ces nouveaux indicateurs dans l'exposé des motifs de la loi de finances. Or le gouvernement ne souhaite pas faire évoluer la LOLF(…) Nous avons donc poursuivi le dialogue avec le gouvernement pour atteindre notre objectif sur le fond, tout en modifiant la forme de notre proposition de loi. C'est ainsi que le ministère du Budget, par la voix de Bernard Cazeneuve, s'est engagé en séance, à soutenir une proposition de loi sur les nouveaux indicateurs de richesse au premier semestre 2014, dans laquelle nous reprendrons nos principaux objectifs, notamment celui d'une publication des indicateurs alternatifs au même moment que la présentation du projet de loi de finances et d'une évaluation des principales réformes proposées par le gouvernement à l'aune de ces indicateurs de qualité de vie et de développement durable. Le gouvernement s'est, en outre, engagé à faire une expérimentation de ces nouveaux indicateurs dès le budget 2015 et donc avant même que la loi soit définitivement adoptée par le parlement (la proposition de loi devant être ensuite adoptée par le Sénat, puis en retour à l'Assemblée ce qui suppose souvent plus d'un an de procédure parlementaire).» (Site d'Evas Sas, http://evasas.eelv.fr/nouveaux-indicateurs-de-richesse-une-loi-au-premier-semestre-2014/).

Cette préférence pour la complémentarité est corroborée par BRAINPOol (2013b), dont les deux tiers des initiatives étudiées sont des compléments au PIB. L'étude estime en effet que les initiatives institutionnelles qui ont porté les nouveaux indicateurs, ont, dès les années 2000, insisté sur le besoin d'indicateurs complémentaires. Le changement de nom de la conférence de la Commission intitulée en 2007 «Beyond GDP» («au-delà du PIB») et renommée deux ans plus tard «GDP and Beyond» («le PIB et au-delà») illustrerait ce changement de positionnement. La Commission Stiglitz renforcerait aussi cette tendance puisque son titre associe performance économique et progrès social (BRAINPOol, 2013a : 80). L'influence de la crise économique n'est sans doute pas étrangère à ce recentrage sur le PIB.

Si compléter le PIB relève d'une forme de pragmatisme, il importe toutefois de garder à l'esprit les implications normatives d'un tel positionnement. Alors que certains acteurs voient dans le mouvement «Beyond GDP» une révolution culturelle pouvant aboutir à une révision profonde de notre système économique et social, d'autres estiment que le PIB demeure un indicateur très robuste, peut-être le meilleur pour effectuer des comparaisons internationales. Pour ces derniers, le PIB devrait donc être complété par des indicateurs plus précis, informant sur des dimensions qui ne sont pas couvertes par les comptes nationaux (BRAINPOol, 2013a : 74).

Ce positionnement en complémentarité ne devrait toutefois pas empêcher la remise en cause du PIB en tant que bon indicateur économique. En effet, le PIB lui-même est aveugle à de nombreuses transformations de nature économique (distribution des revenus et des patrimoines par exemple).

→ *Les nouveaux indicateurs de prospérité adoptés par les pays pionniers se positionnent en complémentarité du PIB plutôt qu'en substitution. Le choix de ne pas remplacer le PIB ne doit pas pour autant masquer le fait que – étant aveugle à des enjeux de nature économique – celui-ci est loin d'être l'indicateur économique idéal.*

Les nouveaux indicateurs de prospérité ne sont plus l'apanage d'un parti politique particulier…

Si ce sont les partis écologistes qui ont historiquement incarné, au niveau politique, le besoin d'indicateurs complémentaires au PIB, on observe aujourd'hui un élargissement du spectre politique des porteurs de NIP. Ainsi, en Wallonie, les porteurs du projet d'indicateurs composites se trouvent dans la gauche écologiste, contrastant avec la droite conservatrice de David Cameron au Royaume-Uni.

Les partis politiques sont pour autant loin d'être d'accord sur la nature des indicateurs. Ainsi, le parti conservateur britannique de David Cameron a accordé une importance considérable aux indicateurs subjectifs issus d'enquêtes individuelles sur la qualité de vie, quand en Wallonie ou au pays de Galles, les indicateurs sont davantage constitués d'indices objectifs. Ces différences peuvent refléter des conceptions contrastées de l'action publique, avec une importance plus ou moins grande accordée aux appréciations individuelles (du type «« Êtes-vous heureux ? ») par rapport à des critères objectifs déterminés collectivement (par exemple taux de mortalité infantile, taux de chômage chez les jeunes). Rappelons que, si le Royaume-Uni a introduit la question « êtes-vous satisfait de votre revenu ? », il n'y a pas d'indicateurs d'inégalités de revenu ou de patrimoine au sein des NIP britanniques. À l'inverse, les NIP wallons portés par la gauche écologiste wallonne ou ceux prévus par la Commission d'enquête allemande intègrent un indicateur objectif d'inégalités économiques.

→ *La promotion d'indicateurs complémentaires au PIB n'est plus l'apanage d'un parti politique spécifique. Mais les partis politiques ne prônent pas tous les mêmes types d'indicateurs.*

… mais les NIP ne sont pas pour autant déconnectés d'une stratégie politique.

L'association des NIP à un programme ou une stratégie politique (c'est-à-dire une série d'objectifs et des moyens pour y parvenir) renforce les chances d'utilisation effective des NIP. Les stratégies de développement durable sont utilisées par les pays pionniers pour justifier la mise en œuvre des NIP. Ainsi, au pays de Galles, c'est pour évaluer les avancées en matière de développement durable que des NIP ont été développés. En Allemagne, Stefan Bergheim, directeur du *Zentrum für gesellschaftlichen Fortschritt* (Centre pour le progrès sociétal), a insisté sur l'opportunité que

représentait la stratégie européenne de développement durable « EU 2020 » pour justifier l'intérêt de développer des NIP, qui seront amenés à évaluer les avancées faites dans le cadre de la stratégie « EU 2020 ».

Dans d'autres pays, les NIP ont été associés à un programme politique particulier. Ainsi, au Royaume-Uni, le projet politique d'obédience libérale de David Cameron (la *Big Society*) et les indicateurs du MNWP peuvent être perçus comme deux dimensions complémentaires. La *Big Society* prône notamment un État moins fort, un rapprochement des pouvoirs publics des citoyens et – en théorie – davantage de moyens pour les communautés locales. Les indicateurs du MNWP, avec leur fort accent sur les individus et les relations locales, permettent de suivre les évolutions vers le projet politique du Premier ministre britannique. Programme politique et indicateurs entrent donc en résonnance.

Lorsque les indicateurs sont associés – de près ou de loin – à un programme politique particulier, se pose la question de la pérennité de l'initiative. Qu'adviendra-t-il du MNWP quand David Cameron ne sera plus au pouvoir ? Les NIP seront-ils abandonnés par ses successeurs, porteurs d'une autre vision de la société ? À l'évidence, les programmes ou visions de l'avenir plus consensuels (comme, par exemple, les stratégies de développement durable) ont plus de chance de résister aux alternances et les indicateurs associés à ces visions également. C'est d'ailleurs ce que met en avant l'enquête BRAINPOol, pour qui l'existence de telles stratégies aurait pour principale vertu de rendre les NIP moins dépendants des cycles politiques (court-termistes), souvent rythmés par les législatures. Mais plus les indicateurs sont associés à des visions de l'avenir consensuelles, moins ils bousculent nos représentations du monde et nos pratiques.

→ *L'association de NIP à un programme politique renforce les chances de leur utilisation effective. Mais la question de la pérennité des initiatives se pose.*

Les parlements et les gouvernements ont joué le rôle d'amorce dans de nombreux pays

La paternité de l'initiative apparaît comme un facteur déterminant dans la facilité avec laquelle un indicateur ou un ensemble d'indicateurs spécifique est officiellement calculé pour un pays ou une région. Si le porteur du projet de NIP est l'exécutif, le pouvoir de l'initiateur est logiquement beaucoup plus fort pour amorcer l'initiative.

Au Royaume-Uni, David Cameron en tant que Premier ministre a pu facilement obtenir de l'Office for National Statistics (ONS), levier exécutif de la *High Statistic Authority*, dépendant elle-même du gouvernement, la mise en œuvre de son programme de mesure du bien-être national. L'utilisation, à plusieurs reprises, des indicateurs du MNWP dans les discours du Premier ministre leur a également octroyé une certaine légitimité.

Dans le cas wallon, le ministre du Développement durable a bénéficié de son statut exécutif pour introduire la création d'indicateurs pour la Wallonie au sein de la Déclaration de politique régionale. Le gouvernement était ainsi doté d'un véritable mandat et de fonds dédiés à un travail de recherche collaborative et consultative, menées au sein du gouvernement en partenariat avec l'Institut de statistiques wallon (IWEPS), qui s'est engagé à publier annuellement les chiffres des cinq indicateurs choisis pour la Wallonie.

Toutefois, si l'exécutif a effectivement un rôle de levier dans la mise en œuvre du calcul officiel de NIP, la pérennité de telles initiatives est fortement dépendante du soutien, sur le long terme, des instituts de statistiques. Ainsi, en Wallonie par exemple, le changement de majorité au lendemain des élections régionales pourrait avoir un impact sur les fonds alloués à l'Institut wallon de statistiques pour le calcul de tels indicateurs. Rappelons par ailleurs que le soutien de l'exécutif ne peut suffire pour asseoir la légitimité des NIP. Celle-ci ne peut être acquise que si l'opposition et la société civile utilisent les indicateurs, notamment pour interpeller l'exécutif.

Les parlements nationaux ont également porté les NIP, comme en Belgique ou en Allemagne. Les débats se sont alors heurtés à des contraintes politiques. En Belgique, le consensus au sein de la commission pluraliste sur les indicateurs s'est délité à mesure que les discussions progressaient. En Allemagne, les désaccords au sein de la commission pluraliste ont empêché l'officialisation des indicateurs. Ces difficultés n'ont pas pour autant mis fin au projet de NIP : en Belgique, le groupe politique majoritaire a voté la proposition de loi sans le soutien de l'opposition et en Allemagne, les indicateurs, s'ils ne sont pas encore officiellement adoptés, ont d'ores et déjà été élaborés.

→ *Les NIP ont été soutenus au plus haut niveau dans plusieurs pays. Le soutien de l'exécutif facilite significativement l'amorce de l'initiative et le soutien des instituts statistiques, au moins à court terme.*

Les instituts statistiques jouent un rôle stratégique

Les indicateurs, par leurs différents usages, ont une portée politique et normative considérable. Mais ils sont avant tout des instruments statistiques. Cet aspect technique des indicateurs fait dès lors des instituts de statistiques les leviers fonctionnels incontournables dans la mise en œuvre de NIP. Les statisticiens sont amenés à jouer un rôle important dans le succès ou l'échec des NIP à deux niveaux.

D'abord, les statisticiens ont un fort pouvoir d'initiative, illustré très clairement par le cas australien. Au début des années 2000, en Australie, le statisticien en chef de l'ABS (de 2000 à 2007), a amorcé à lui seul un processus d'intégration de mesures de progrès au sein de la statistique officielle. Il bénéficiait à ce moment d'une fonction suffisamment puissante pour imposer et donner un suivi concret à son initiative.

Les statisticiens jouent également un rôle important dans le suivi des initiatives de NIP qu'ils n'ont pas initiées. Ainsi, le gouvernement britannique bénéficie d'un soutien de l'ONS dans la mise en œuvre et le suivi du *Measuring National Well-being Programme*. À l'inverse, en Wallonie, bien que l'institut wallon de statistiques (IWEPS) ait été mandaté pour assurer le calcul et la publication des cinq indicateurs composites complémentaires au PIB, certains commentateurs voient dans la première publication des chiffres une certaine réticence à l'égard de ce type d'indicateurs, augurant d'un soutien potentiellement fragile de l'IWEPS à cette initiative.

La réticence des statisticiens vis-à-vis de certains types d'indicateurs (les composites en particulier) est symptomatique de la singularité des débats sur de NIP. Les principaux motifs de réticence des statisticiens vis-à-vis des indicateurs composites sont de nature méthodologique (manque de robustesse, de précision, etc.) alors que les raisons de l'intérêt qu'y portent les politiques sont souvent de nature symbolique. Deux registres argumentatifs se confrontent donc dans la recherche de nouveaux indicateurs.

Par ailleurs, la recherche de NIP octroie aux statisticiens une place de premier plan dans les débats. Leur expertise les dote d'une crédibilité pour choisir des indicateurs (sur base d'arguments techniques), alors que les choix méthodologiques sous-jacents à l'indicateur (ce qu'ils prennent ou non en compte, la manière de compter, l'accessibilité et la transparence de l'indicateur, etc.) ont une portée normative non négligeable.

Afin d'assurer la transparence des choix méthodologiques, des plateformes d'échange regroupant statisticiens, société civile et élus s'avèrent nécessaires. Un dialogue ouvert tend à faciliter l'acceptation ultérieure des NIP par les utilisateurs. Par ailleurs, en France, afin de développer une meilleure adéquation entre les statistiques produites par les instituts et les attentes des populations, et pour intégrer davantage les travaux des différentes directions de l'Insee, une véritable direction de l'innovation pourrait être créée à l'Insee.

→ *Le soutien des statisticiens et leur implication dans la phase d'amorce ainsi que dans le suivi et le calcul des NIP est important et nécessaire. Leur association à des plateformes d'échanges mêlant experts et profanes permet d'accroître la légitimité des indicateurs.*

Le tableau de bord restreint permet de combiner communicabilité et robustesse statistique

De manière générale, les tableaux de bord sont préférés aux indicateurs à chiffre unique (synthétique ou composite). Les principales réticences vis-à-vis des indicateurs à chiffre unique sont de nature méthodologique et proviennent des instituts de statistique eux-mêmes, comme évoqué en section précédente.

Il semble que l'équilibre entre facilité de communication et robustesse statistique au sein d'un tableau de bord restreint fasse consensus. « Une position relativement consensuelle, également soutenue par la Commission Stiglitz, consiste en la création d'un tableau de bord incluant un nombre limité d'indicateurs et pouvant être facilement désagrégé » (BRAINPOoL, 2013a : 8). Ainsi, en Belgique, la loi du 23 janvier 2014 insiste sur l›importance de créer un tableau de bord dont le nombre de dimensions soit aussi restreint que possible. C'est le cas également des indicateurs W3 en Allemagne. Au pays de Galles et en Allemagne, le format d'un tableau de bord doté d'« indicateurs chapeaux » synthétisant les

évolutions par domaine a également été choisi. Au Royaume-Uni, le tableau de bord est beaucoup plus exhaustif. L'Australie a choisi une voie moyenne avec une trentaine d'indicateurs synthétiques. Médiatiquement, le tableau de bord exhaustif n'est pas en mesure de concurrencer le PIB. Il permet cependant de remplir un rôle que le PIB ne jouait pas dans l'évaluation d'évolutions plus sectorielles (santé, bien-être, etc.).

Les tableaux de bord soulèvent cependant un enjeu de taille : quelle est l'importance relative accordée par leurs utilisateurs aux différentes dimensions qui y sont représentées ? Comment garantir une égalité de traitement médiatique et politique entre les différents indicateurs du tableau de bord ? Comment interpréter un tableau de bord lorsque celui-ci traduit des évolutions à la fois positives et négatives ? Lorsque le choix a été de ne pas agréger différents indicateurs en un, c'est le débat public qui déterminera l'importance relative octroyée à chacune des dimensions du tableau de bord et il n'est pas exclu qu'une dimension vienne phagocyter les autres.

Notons par ailleurs qu'au sein des tableaux de bord, les indicateurs subjectifs ne sont pas laissés pour compte. Il semble en effet que si des réticences ont été observées au début des années 2000, notamment en Australie, à l'égard des indicateurs, l'importance de prendre en compte certaines données subjectives est de plus en plus globalement acceptée. Ainsi, tant en Allemagne et en Belgique qu'au Royaume-Uni, des dimensions subjectives sont intégrées dans les NIP. Dans ce dernier pays, l'impulsion explicite du MNWP est ancrée dans la volonté de Cameron de se rapprocher des citoyens. Les indicateurs subjectifs sont les plus à même de remplir cet objectif.

L'Australie, en revanche, ne prend en compte que des indicateurs objectifs. Selon les principaux artisans des NIP australiens, un indicateur de bien-être subjectif pourrait se substituer au débat politique. En effet, une appréciation de l'indicateur de bien-être subjectif pourrait masquer une dégradation d'indicateurs objectifs importants – comme la hausse des émissions de CO_2 par exemple –, qui ne sont pas automatiquement liés au bien-être subjectif.[41]

→ *Le tableau de bord restreint est perçu comme un compromis entre les rôles médiatiques que peuvent jouer les NIP et leur robustesse statistique. La difficulté est alors de garantir, dans l'usage des tableaux de bord, une forme d'égalité entre les différentes dimensions représentées.*

Une volonté d'ancrage de plus en plus fort des NIP dans la politique

Les indicateurs de prospérité, qu'ils soient nouveaux ou traditionnels (comme le PIB) peuvent être utilisés à différents niveaux lors des débats et prises de décision collectives : débats grand-public, jeu politique et sphère administrative. L'encadré 2 applique ce cadre au cas du PIB.

- Pour la société dans son ensemble, un indicateur permet de représenter le progrès d'une société : il témoigne d'une vision du monde ou de la prospérité. Par exemple, lorsqu'une personne se réfère à la croissance française des Trente Glorieuses pour illustrer ce qu'il ou elle considère comme une phase de progrès exceptionnel, nous parlons d'usage symbolique.
- Pour ce qui concerne le jeu politique, un indicateur de prospérité permet de proposer une stratégie d'action, éventuellement de fixer des objectifs ainsi que de justifier des décisions politiques au regard de leur effet sur cet indicateur. Les indicateurs de prospérité permettent aussi d'évaluer la performance des gouvernants. Par exemple, quand un homme politique est interpellé dans les médias sur l'évolution mensuelle du taux de chômage ou du PIB, et qu'il doit se justifier au regard de cette évolution, nous parlons d'usage politique de l'indicateur.
- Enfin, les indicateurs peuvent être utilisés dans l'élaboration de politiques publiques précises, sectorielles, aussi bien ex-ante (étude d'impact d'une mesure sur l'indicateur de prospérité par exemple), que pour leur mise en œuvre (utilisation des composantes du PIB

41. "MAP broke the world into dimensions of progress, that, although linked to one another, are discrete: health is conceptually distinguishable from education which is distinguishable from biodiversity etc. But in this context, happiness is not a separate entity. On the one hand, happiness may be seen as a summation or integrating concept - it depends (to a degree at least) on all the other progress dimensions taken together. On the other hand, happiness may be seen as a superdominant concept - if we were able to judge that happiness had indeed increased, then we might be tempted to assert that there had been progress almost regardless of what had happened in the other dimensions. Thus happiness appears to occupy a different part of the semantic space from our headline dimensions. « (Trewin, Hall, 2004 : 13)

pour identifier le secteur sur lequel agir) avec une évaluation ex-post. Par exemple, quand la Direction Générale du Trésor évalue l'impact probable d'une politique publique sur le PIB, nous parlons d'usage instrumental du PIB.

On peut d'emblée rappeler le faible niveau de réflexion sur la prise en main par les politiques et l'usage qui peut être fait des NIP. De l'aveu même d'un membre de la Commission Stiglitz, il n'y a pas (ou presque pas) eu de discussion sur les usages de ces indicateurs dans les groupes de travail, essentiellement consacrés à la forme que devaient prendre ces derniers.

Toutefois, les pays pionniers n'ont pas complètement mis de côté cette question fondamentale. Les expériences officielles les plus anciennes en matière de NIP, qui se sont déroulées en Australie ou au pays de Galles, insistent sur leur pouvoir symbolique, et donc tentent de toucher les citoyens *via* des rapports et avec un relais médiatique plus ou moins soutenu.

Les expériences plus récentes, par opposition, veulent donner aux NIP un rôle politique plus prononcé. Ainsi, en Belgique, il est prévu que les indicateurs soient discutés annuellement à la chambre des députés afin d'évaluer l'action des gouvernements. En Allemagne, il est prévu que des groupes d'experts gouvernementaux soient mandatés pour commenter les indicateurs, officiellement et régulièrement. Dans ces deux pays, non seulement les NIP sont présentés comme des moyens d'évaluer la performance des gouvernements, mais des propositions concrètes sont désormais faites pour maximiser ce pouvoir des indicateurs. En Angleterre, une équipe du cabinet du Premier Ministre est affectée au suivi des indicateurs du tableau de bord et assure ainsi un réel relais politique des statistiques issues de l'ONS.

Le rôle (ou l'usage) que l'on souhaite donner aux NIP permet de guider des choix de nature statistique. A ce titre, la question de la temporalité des données utilisées pour construire l'indicateur est éclairante. Par exemple, si un indicateur reflétait l'évolution du revenu moyen d'un pays avec trois ans de retard, cet indicateur aurait peu d'intérêt dans le débat politique. Par contre, l'indicateur pourrait être mobilisé de manière symbolique pour refléter des évolutions de long terme. Aujourd'hui, le PIB ou le taux de chômage jouissent de publications trimestrielles si bien que le personnel politique et les médias peuvent se référer à des chiffres à jour. De nombreuses dimensions représentées par les NIP (comme le bien-être ou l'environnement) ne bénéficient pas aujourd'hui d'un système statistique aussi développé que le PIB ou l'emploi, si bien qu'il n'est pas aisé de produire des indicateurs à jour. Rappelons cependant que le PIB est lui aussi en partie estimé puis corrigé jusqu'à plusieurs années après publication. Il est possible de faire de même avec de nouveaux indicateurs : produire des estimations, qui auront vocation à être revues et corrigées par la suite. Encore faut-il s'entendre sur le rôle que l'on souhaite donner aux nouveaux indicateurs.

Enfin, on peut faire l'hypothèse que l'utilisation des indicateurs par la sphère politique ne deviendra effective et durable que si les NIP acquièrent un véritable pouvoir symbolique. Dans la même logique, on peut imaginer que l'usage instrumental des NIP se développera une fois qu'ils auront pénétré le jeu politique. Les trois usages doivent alors être vus comme complémentaires et se renforçant mutuellement. Notons que le PIB, malgré ses limites méthodologiques et son incapacité à traduire des évolutions d'ordre purement économique, n'est pas détrôné car il garde une légitimité symbolique relativement forte, qui assoit son usage politique et instrumental.

→ *On peut distinguer trois types d'usages des NIP : un usage symbolique lorsque l'indicateur est utilisé pour représenter le progrès d'une société ; un usage politique lorsqu'il est utilisé dans le jeu politique pour une évaluation de l'action des gouvernants ; et enfin un usage instrumental lorsque l'indicateur participe à la mise en œuvre ou au suivi de politiques publiques précises. Aujourd'hui, les NIP sont essentiellement utilisés de manière symbolique et – de plus en plus – politique.*

Encadré 2 – Les usages des indicateurs de prospérité

Trois niveaux de représentation

Dans la leçon 7, nous avons identifié trois types d'usage des NIP : symbolique, politique, instrumental. Nous appliquons ici ces catégories au cas du PIB.

Malgré les nombreuses critiques qui lui sont adressées, de nombreuses décisions sont prises sur la base des prévisions de croissance du PIB : investissements structurels, financement de la sécurité sociale, investissements privés, décisions d'épargne privée. La croissance économique reste également associée dans les esprits à la stabilité économique et à l'emploi : si la croissance du PIB ne traduit plus aussi bien les évolutions positives des conditions de vie, une baisse du PIB à court terme est relativement bien corrélée à un hausse du sentiment de mal être des individus (Wolfers et Stevenson, 2009).

Type d'usage	Symbolique	Politique	Instrumental
Application au cas du PIB	**Représenter** la puissance, la richesse, le progrès d'un pays. **Crédibiliser**/décrédibiliser des initiatives sur base de leur apport/nuisance au PIB **Évaluation par les citoyens** des résultats de gouvernants.	**Fixer des objectifs précis** **Évaluation par les média et partis politiques** de la performance des gouvernants.	**Élaborer** le budget de l'État, les prévisions financières de grandes entreprises. **Évaluer** des options de politique publique à l'aune des résultats en matière de PIB **Définir la contribution** des États à des budgets supranationaux **Évaluer** le montant de la dette publique et du déficit

Source : Auteurs sur la base de Shift Project (2013), Point (2011) et BRAINPOol (2013b).

Un processus de consultation avec la société civile accroît le pouvoir symbolique et politique des NIP

Au Royaume-Uni, le NMWP a été construit d'entrée de jeu, c'est-à-dire dès l'étape du choix des indicateurs, sur la base d'un processus consultatif itératif de grande ampleur. En Wallonie, une consultation avec les citoyens a également été mise en place pour orienter le choix des indicateurs à prendre en compte. Le bureau australien de statistique a également consulté la société civile, mais dans une phase ultérieure : il s'agissait de soumettre à l'évaluation des sphères politique, statistique et civile un ensemble d'indicateurs présélectionnés.

Il ressort de ces expériences que la consultation et les processus délibératifs sur les indicateurs permettent à un grand nombre de personnes de réfléchir et de s'approprier des questions sociétales nouvelles (ou nouvellement formulées) et accroissent la visibilité des initiatives mises en débat, en montrant que les indicateurs ne sont pas l'apanage des experts.

Dans le cadre de consultations publiques, les indicateurs peuvent être perçus comme un catalyseur démocratique. Leur élaboration justifie d'amener de nouvelles questions de société dans le débat, en les encadrant si besoin. À cet égard, les indicateurs sont tant une fin qu'un moyen. Les indicateurs sont le moyen d'une mise en débat, d'une démocratisation des finalités de société. Ils sont aussi une fin en soi : il s'agit de construire de «bons» indicateurs, susceptibles de rencontrer aux mieux les objectifs, aspirations et finalités mise en débat.

→ *Un processus de consultation avec la société civile accroît le pouvoir symbolique des NIP, assoie leur légitimité et leur visibilité, tout en catalysant le débat démocratique.*

Un ancrage « instrumental » à inventer ?

Afin de mieux comprendre tous les rôles que pourraient jouer les NIP, il est intéressant de rappeler les fonctions aujourd'hui remplies par le PIB. Au-delà de son usage symbolique ou politique, le PIB est régulièrement utilisé pour évaluer différentes options de politiques publiques *ex-ante* et *ex-post* – même si c'est sans doute moins souvent le cas qu'on ne pourrait le penser (cf. infra). Le PIB est régulièrement mobilisé pour évaluer l'impact économique des scénarios budgétaires, pour bâtir des prévisions d'investissements[42], pour évaluer *a posteriori* telle politique publique. Ces formes d'utilisation relèvent de ce que nous avons appelé un usage instrumental.

Les NIP ne sont pas utilisés de cette manière, ou alors très peu : au Royaume-Uni, les indicateurs du MNWP sont mobilisés pour identifier des problèmes et développer des politiques sectorielles (en matière d'obésité, de transports[43]), mais pas encore pour prévoir en amont l'impact de différents scénarios de politiques publiques.

Une difficulté de taille tient à l'absence de théorie permettant d'évaluer *a priori* l'impact de telle ou telle politique publique sur les NIP. Selon de nombreux analystes, le PIB, à l'inverse, repose non seulement sur un système comptable établi, mais aussi sur de nombreux travaux théoriques et empiriques qui ont pour objectif de prévoir les réactions du PIB face à différentes politiques. O'Donnell et al. (2014) prônent «une nouvelle forme d'analyse coût-bénéfice des politiques publiques», fondée non pas uniquement sur les gains et pertes monétaires mais également sur les impacts en terme bien-être subjectif des individus, via le développement de nouveaux cadres théoriques. L'OCDE développe actuellement des analyses allant dans le sens d'une meilleure compréhension des impacts des politiques publiques sur certains indicateurs complémentaires (OCDE, 2013).

La difficulté de l'ancrage instrumental des NIP est d'autant plus grande que ces indicateurs sont agrégés. Mais la désagrégation peut se faire au détriment de la communicabilité. Peut-on avec un même NIP assurer la communicabilité nécessaire à l'exercice de son rôle symbolique et politique, et en même temps tenter de lui faire jouer son rôle instrumental ? Les tableaux de bord « avec chapeaux » sont une réponse à cette tension, tout comme pourrait l'être un indicateur « poupée russe » (avec de multiples sous indicateurs s'agrégeant au final dans un indicateur composite unique).

Enfin, il convient de s'interroger sur l'intérêt d'un usage instrumental des NIP. Pour certains, ces indicateurs devraient remplir un rôle essentiellement symbolique ou politique: changer les cadres de réflexion et crédibiliser de nouveaux enjeux, sans pour autant être mobilisés dans l'élaboration de politiques particulières. L'usage instrumental du PIB dans les prises de décisions politiques est lui-même à relativiser : les arbitrages politiques sont souvent le fruit de rapports de force, de coups de communication ou de compromis entre partenaires sociaux plutôt que d'une volonté d'optimiser le PIB. Dans cette optique, renoncer à des NIP à usage instrumental ne veut pas nécessairement dire que l'on renoncerait à leur influence sur les arbitrages politiques.

→ *Alors que le PIB est utilisé de manière instrumentale (notamment pour évaluer l'impact des politiques publiques en amont et en aval), les NIP ne sont pas encore mobilisés de la sorte. Une difficulté tient à l'absence de théorie sur les liens entre ces indicateurs et les mesures politiques.*

La lente progression des NIP en politique est à remettre en perspective avec l'histoire du PIB.

Après plusieurs décennies de travaux sur les NIP, ces derniers font leur apparition au plus haut niveau. Mais il ressort de cette étude que la route est encore longue pour ces indicateurs qui devront continuer à se frayer un chemin en politique, mais aussi dans le milieu académique, pour s'insérer dans un cadre théorique « systémique ».

Il est nécessaire de rappeler que le PIB n'a pas toujours existé et a lui-même mis du temps avant de s'imposer. Cet indicateur est le fruit d'un contexte historique bien particulier, d'un lobby de certains acteurs académiques et politiques qui ont trouvé, à un moment donné, un grand intérêt à développer son utilisation. En effet, l'importance actuelle du PIB est le fruit d'une dynamique de

42. Le PIB demeure en effet un indicateur très performant pour élaborer les budgets ou bâtir des prévisions de recettes fiscales.

43. https://www.gov.uk/government/uploads/system/uploads/attachment_data/file/224910/Wellbeing_Policy_and_Analysis_FINAL.PDF

long terme : cet indicateur s'est imposé comme le pivot d'un système historiquement situé pendant et au sortir de la Seconde Guerre mondiale.

L'administration d'une économie de guerre – puis le besoin de guider les efforts de reconstruction – nécessitait en effet une bonne connaissance des différents secteurs de l'économie et de l'évolution de leur production. Or, les gouvernants de l'époque ne disposaient pas d'un cadre comptable cohérent leur permettant de disposer de ces informations. Le développement d'un cadre comptable calqué sur la comptabilité d'entreprise (Cassiers et Thiry, 2011) et sur lequel repose le PIB, s'impose alors aux États-Unis et en Europe.

La focalisation sur l'indicateur PIB ne s'est pas décidée du jour au lendemain. C'est après la guerre que les usages symbolique et politique du PIB ont pris leur essor (Lepenies, 2013). Après la crise des années 1930 et la guerre qui ont plongé les populations dans des situations de privation, ces dernières ont aspiré à un mieux-être matériel, aspiration relativement bien reflétée dans l'indice de production que constitue le PIB. Au même moment, de nombreux pactes sociaux sont scellés sur la base d'un principe de redistribution des fruits de la croissance entre patronat et syndicat. Il est donc dans l'intérêt de tous de participer à la croissance du PIB, qui assure la paix sociale. Par ailleurs, pendant la guerre froide, le PIB permet également aux États de comparer leur puissance économique, il devient l'une des représentations ultimes de la richesse d'un pays.

Le PIB n'a donc pas toujours existé. Il s'agit d'une construction relativement récente et qui a été créée dans un contexte précis pour servir, à l'origine, un objectif clairement établi : accroître la production pour un effort de guerre et de reconstruction. Le PIB est d'ailleurs en constante évolution, avec des groupes de comptables nationaux se réunissant pour envisager son évolution. Ceci nous rappelle d'une part que notre système comptable n'est pas figé dans le marbre et d'autre part qu'il est normal que l'inscription des NIP en politique prenne du temps. Le développement de formations pluridisciplinaires pour les statisticiens ainsi qu'une ouverture aux statistiques au sein des formations administratives ou des métiers de la presse constituent aussi des options intéressantes pour faciliter le développement des usages politiques et instrumentaux de nouveaux indicateurs[44].

44. Sur l'importance de la pluridisciplinarité dans les cursus de formation des statisticiens, voir notamment Desrosières (2008).

→ *La progression des NIP en politique est à remettre en perspective avec l'histoire du PIB. L'ancrage symbolique, politique et instrumental du PIB ne s'est pas fait en un jour. Pour accélérer l'ancrage des NIP en politique, leurs promoteurs devront réfléchir davantage aux utilisations concrètes qu'ils souhaitent en faire.*

Conclusion

Avec la Commission Stiglitz-Sen-Fitoussi, la France est devenue une référence à l'étranger en matière de nouveaux indicateurs de prospérité (NIP). Mais si plusieurs pays ont déjà adopté officiellement des NIP, la France, pour sa part, peine à franchir cette étape au niveau national.

Quelles sont les leçons que la France peut tirer des expériences étrangères ? Les NIP progressent, doucement certes – après tout, le PIB ne s'est pas construit en un jour –, mais ils progressent. En particulier, les NIP officiels tentent de s'ancrer en profondeur dans la vie politique, une dimension à l'importance souvent sous-estimée. La Chambre des députés belge pourrait bientôt discuter annuellement des NIP, alors qu'une commission d'experts commentera régulièrement leur évolution en Allemagne. Ces initiatives européennes font écho à la proposition de loi française sur les nouveaux indicateurs de richesse.

La France peut rattraper son retard naissant, en adoptant un NIP (notons que le tableau de bord avec un nombre restreint d'« indicateurs-chapeaux » représentant les dimensions sociales, environnementales et économiques a de nombreux avantages) et en l'ancrant dans la vie politique française. Pour lever les obstacles, il ressort des expériences étrangères que :

- Les instituts de statistiques ont un positionnement clé, qui peut constituer une entrave ou au contraire un moteur pour les NIP, à l'image de l'Australie. En France, une voie pourrait être la création d'une véritable direction de l'innovation à l'Insee chargée notamment de piloter ces travaux.
- Le soutien politique au plus haut niveau est, à l'évidence, un avantage déterminant, à l'image de David Cameron au Royaume-Uni. Une commission interministérielle pourrait être créée afin d'indiquer aux statisticiens la voie à suivre mais aussi d'annoncer l'utilisation qui sera faite des NIP (par exemple : débats au Parlement, publication trimestrielle en même

temps voire dans le même document que le PIB, etc.)

- Les consultations auprès de la société civile permettent d'accroître le pouvoir symbolique et politique via une légitimation accrue auprès des citoyens, experts, médias et responsables politiques eux-mêmes.

Rappelons que des responsables de tous bords politiques ont adopté officiellement, à l'étranger, des indicateurs de prospérité. Les indicateurs complémentaires au PIB n'appartiennent donc plus à un groupe politique, même si évidemment chaque groupe politique n'a pas les mêmes indicateurs à l'esprit ; et la forme prise par les NIP détermine largement l'usage qui en est fait et leur capacité à transformer les pratiques actuelles. Le développement de NIP associés à un certain programme politique, permet également d'accroître leurs chances d'utilisation.

Si la crise économique et sociale actuelle est parfois présentée comme une opportunité pour la diffusion des NIP, elle est souvent crainte. Si elle se prolongeait, elle pourrait favoriser le repli sur le modèle actuel et ses indicateurs phares comme le PIB. Ou empêcher les responsables politiques de s'emparer des NIP, de peur d'être perçus comme voulant changer d'indicateurs pour masquer la faible reprise de la croissance du PIB et le niveau élevé de chômage.

Mais les NIP ne sont-ils pas un outil important de gestion de la crise non seulement économique mais aussi socio-économique ? Cette crise se manifeste dans l'évolution sur le court terme du PIB mais aussi dans ses impacts sur les inégalités, la santé des personnes les plus précaires, le mal-être au travail, etc. Les NIP ne permettent pas seulement de se projeter à très long terme, ils peuvent d'ores et déjà jouer un rôle pour mieux appréhender la crise actuelle dans toutes ses dimensions sociale, économique et environnementale. Ils redonnent du sens à l'action politique en légitimant de nouveaux discours.

Pour conclure, nous souhaitons insister sur le message clé de ce rapport. Il est encore tôt pour désigner, sur la base des expériences étudiées, le « meilleur » indicateur de prospérité. Mais une chose est sûre : pour que les promesses des nouveaux indicateurs de prospérité soient tenues, toutes les parties prenantes doivent aujourd'hui réfléchir au type d'usage qui doit en être fait. À cet égard, les exemples étrangers commencent à nous donner des exemples inspirants.

Bibliographie

Association des Régions de France, (2012), *Développement durable : la révolution des nouveaux indicateurs,* Rapport du groupe de travail sur les indicateurs de développement durable, Janvier 2012, 102p.

Australian Bureau of Statistics, (2013), *Measuring Australia's Progress 2013. Is Australia Getting Better?,* http://www.abs.gov.au/ausstats/abs@.nsf/mf/1370.0

BRAINPOoL, (2012) : Hak Tomas, Janouskova Svatava, Abdallah Saamah, Seaford Charles and Mahony Sorcha (2012), Review report on Beyond GDP indicators: categorisation, intensions and impacts, Brainpool Project (FP7), Deliverable 1.1, October.

BRAINPOoL, (2013a): Thiry Géraldine, Bauler Tom, Sébastien Léa, Lacroix Valérie, Paris Sébastien (2013), Indicators Beyond GDP. Characterising Demand: Institutional Analyses and Actors' Consultation by "Road Show", Brainpool Project (FP7), Deliverable 1.2., February.

BRAINPOoL, (2013b) : Seaford, C. (nef), Report on results on action research: barriers to the use of alternative ('beyond GDP') indicators in policy making and how they are being overcome and can be overcome. BRAINPOoL deliverable 3.1, A collaborative project funded by the European Commission under the FP7 programme (Contract no. 283024). nef (the new economics foundation), 15 November 2013.

CAE-CGEE, (2010), *Evaluer la performance économique, le bien-être et la soutenabilité,* Rapport d'analyse du Conseil Economique et de conseil des experts en économie, Conseil des ministres franco-allemands, Décembre 2010, 230p.

Cassiers, I. (dir.), (2014), *Redefining Prosperity*, Routledge: London.

Cassiers, I. et Thiry, G., (2011), « Du PIB aux nouveaux indicateurs de progrès : les enjeux d'un tournant historique «, in Cassiers, I. *et alii*, *Redéfinr la Prospérité. Jalons pour un débat public,* Ed. de l'Aube, pp. 49-76.

Daly, H., (1977), *Steady State Economics*, Freeman.

Déclaration de politique régionale wallonne 2009-2014, Une énergie partagée pour une société humaine, durable et solidaire, http://gouvernement.wallonie.be/sites/default/files/nodes/

publication/901-projetdedeclarationdepolitique-regionalewallonne.pdf

Demailly, D., Chancel, L., Waisman, H. et Guivarch, C., (2013), «Une société post-croissance pour le XXIe siècle. Peut-on prospérer sans attendre le retour de la croissance?», Etude de l'IDDRI, n°08/13, Novembre 2013.

Desrosières, A., (2008), *L'argument statistique I : Pour une sociologie historique de la quantification*, Presses de l'Ecole des Mines, Coll. Sciences Sociales

Durand, M., (2014), Présentation de Martine Durand lors du Séminaire Iddri «Des indicateurs alternatifs au PIB, pour quoi faire ?», 14 janvier 2014.

Eckersley, R. (ed.), (1998), *Measuring Progress: Is life getting better?*, CSIRO Publishing, Collingwood, Victoria.

FAIR, (2011), *La richesse autrement,* Alternatives Economiques, Hors-Série Poche, n° 48, Mars 2011.

Gadrey, J. et Jany-Catrice, F., (2005), *Les nouveaux indicateurs de richesse*, La Découverte.

Giesselmann, M., Himer, R., Siegel, N.A., et Wagner, G., (2013), "Measuring Well-being : W3 Indicators to Complement GDP", *DIW Economic Bulletin*, Mai 2013, 11p.

IWEPS, (2014a), «Indicateurs complémentaires au PIB: L'indice de situation sociale», *Publication de l'IWEPS*, 22p., http://www.iweps.be/sites/default/files/iss_wallonie_avril_2014.pdf

IWEPS, (2014b), «Indicateurs complémentaires au PIB: L'indice des conditions de bien-être (ICBE)», *Publication de l'IWEPS*, 48p., http://www.iweps.be/sites/default/files/icbe_wallonie_avril2014_0.pdf

IWEPS, (2014c), «Indicateurs complémentaires au PIB: L'empreinte écologique et la biocapacité de la Wallonie», *Publication de l'IWEPS*, 16p., http://www.iweps.be/sites/default/files/ee-bc_wallonie_avril2014.pdf

Jany-Catrice, F. and Zotti, R. (2008), «Un indicateur de santé sociale pour les régions françaises», *Futuribles*, Iss. 350.

Lachaize, P. et Morel, J. (2013), *Les usagesdu PIB,* Tome 1, Rapport du Shift Project, 52p.

Laurent, 2012, *Vers l'égalité des territoires. Dynamiques, mesures, politiques*, Rapport pour la ministre du logement. La documentation Française. http://www.ladocumentationfrancaise.fr/var/storage/rapports-publics/134000131/0000.pdf

Lepenies, Ph., (2013), Présentation de Philipp Lepennies lors du Séminaire Iddri «The power of the single number. A political history of gross domestic product», 19 novembre 2013.

Meadows, D., Meadows, D., Randers, J., Behrens, W., 1972, *The Limits to Growth*, New York, Universe Books

Méda, D., 1999, *Qu'est-ce que la richesse ?*, Paris, Aubier, Coll. Alto

Méda, D., Coutrot, Th. Et Flacher, D. (dir.), (2011), *Pour en finir avec ce vieux monde,* Utopia, 276p.

Michaelson, J., (2013), *The Use of Sustainable Development Indicators in the Welsh Government,* BRAINPOoL Case Study, http://www.brainpoolproject.eu/wp-content/uploads/2014/01/WP3-case-study-Wales.pdf .

Nordhaus, W., Tobin, J. (1973), "Is Growth Obsolete?", The Measurement of Economics and Social Performance, Studies in Income and Wealth, Vol.38, NBER.

OCDE, 2013, *National and international initiatives on measuring well-being*, progress and sustainable development, OECD Statistics Directorate, April 2013

O'Donnell, G., Deaton, A., Durand, M., Halpern, D., Layard, R., 2014, *Wellbeing and Policy*, Legatum Institute Report

PNUD, (1990), *Rapport sur le développement humain.* Définir et mesurer le développement, Economica, 155p.

Röckstrom, J. et Wikkman, A., (2012), *Bankrupting Nature: Denying our Planetary Boundaries,* Routledge, 224p.

Stiglitz, J., Sen, A., Fitoussi, J.-P. (2009), *Report of the Commission on the Measurement of Economic performance and Social Progress,* 292p.

Trewin, D. et Hall, J., (2004), *Measures of Australia's Progress.A case Study of a National Report based on Key Economic, Social and Environmental Indicators,* Mimeo, www.oecd.org/site/worldforum/33817632.doc

Wallace, J., Schmuecker, K., (2013), *Shifting the Dial: From wellbeing measures to policy practices,* Carnegie Trust Report, 49p.

Annexe : méthodologie

Etude dans le prolongement de BRAINPOoL

Les apports substantiels de l'étude de BRAINPOoL nous ont amenés à approfondir une question importante : la dimension de l'inscription effective en politique des IPS. C'est sur cette dimension que nous entendons apporter une contribution intellectuelle nouvelle. Par ailleurs, à la différence de BRAINPOoL, qui a couvert un ensemble large d'indicateurs, nous nous concentrerons sur des initiatives de nature officielle. Enfin, nous prenons en compte deux pays absents de l'étude de BRAINPOoL qui nous semblent dignes d'intérêt pour l'expérience française : la Belgique et l'Australie.

Cinq questions posées à des acteurs-clés

Pour chacune des initiatives étudiées (à l'exception du pays de Galles), en complément d'analyses de documents politiques, académiques ou médiatiques, nous avons interrogé des acteurs-clés, représentants de gouvernements, membres de la société civile organisée, parlementaires ou statisticiens :

Allemagne – Stefan Bergheim, directeur du Zentrum für gesellschaftlichen Fortschritt (Centre pour le progrès sociétal), jeune think-tank (2009) dédié à l'étude de moyens d'améliorer la qualité de vie en Allemagne.

Australie – Jon Hall : Actuellement responsable de l'équipe « National humen development reports » au PNUD, **J**on Hall a été l'une des cheville ouvrières du «MAP», comme statisticien au Bureau de Statistiques Australien, où il est resté 7 ans. Entre ces deux fonctions, il a été statisticien à l'OCDE, où il a joué un rôle majeur, dès 2005, dans la mise en œuvre du *Global Project on Measuring the Progress of Societies*.

Belgique – Cécile Thibaut : Sénatrice au Parlement fédéral belge depuis 2009, membre du groupe de travail parlementaire sur les nouveaux indicateurs de richesse.

Belgique, Wallonie – Geoffroy de Schutter : Actuellement directeur de campagne à Inter-Environnement Wallonie, il a été directeur des programme au WWF Belgique, avant de travailler au sein du cabinet du ministre du Développement durable de la région wallonne.

Royaume-Uni – Paul Allin : Actuellement professeur invité à l'Imperial College London, Paul Allin a été le directeur du *Measuring National Well-Being Programme* à l'ONS.Depuis sa retraite, il est membre du comité de conseil du *NMW Programme*.

Lisa Ollerhead : Conseillère politique au sein du Cabinet Office (Cabinet du Premier ministre), elle est en charge du *Well-being Programme, Analysis and Insight*.

Nous leur avons posé les cinq questions suivantes :

1. Quels **types** d'indicateurs ont été mis en œuvre ?
2. Quelles sont les **conditions politiques** ayant conduit des gouvernements ou des administrations nationales à adopter de nouveaux indicateurs ?
3. Quelles sont les **raisons avancées** pour leur adoption? En particulier, ces initiatives se positionnent-elles ou non contre le PIB ?
4. Par quel **processus politique** et/ou technique les indicateurs ont-ils été élaborés et/ou sélectionnés ?
5. Que font concrètement les administrations ou les gouvernements des nouveaux indicateurs **quid du rôle des médias**? Sont-ils concrètement inscrits dans les processus de prise de décision politique ? (Au niveau très micro, via par exemple leur prise en compte systématique dans l'étude d'impact des politiques publiques ? Au niveau macro, via pourquoi pas la communication conjointe des chiffres du PIB et d'un indicateur du progrès social ?)

Working Papers : la liste

Hervé Le Bras, Jean-Luc Racine & Michel Wieviorka, *National Debates on Race Statistics: towards an International Comparison*, FMSH-WP-2012-01, février 2012.

Manuel Castells, *Ni dieu ni maître : les réseaux*, FMSH-WP-2012-02, février 2012.

François Jullien, *L'écart et l'entre. Ou comment penser l'altérité*, FMSH-WP-2012-03, février 2012.

Itamar Rabinovich, *The Web of Relationship*, FMSH-WP-2012-04, février 2012.

Bruno Maggi, *Interpréter l'agir : un défi théorique*, FMSH-WP-2012-05, février 2012.

Pierre Salama, *Chine – Brésil : industrialisation et « désindustrialisation précoce »*, FMSH-WP-2012-06, mars 2012.

Guilhem Fabre & Stéphane Grumbach, *The World upside down, China's R&D and innovation strategy,* FMSH-WP-2012-07, avril 2012.

Joy Y. Zhang, *The De-nationalization and Re-nationalization of the Life Sciences in China: A Cosmopolitan Practicality?,* FMSH-WP-2012-08, avril 2012.

John P. Sullivan, *From Drug Wars to Criminal Insurgency: Mexican Cartels, Criminal Enclaves and Criminal Insurgency in Mexico and Central America. Implications for Global Security,* FMSH-WP-2012-09, avril 2012.

Marc Fleurbaey, *Economics is not what you think: A defense of the economic approach to taxation,* FMSH-WP-2012-10, may 2012.

Marc Fleurbaey, *The Facets of Exploitation,* FMSH-WP-2012-11, may 2012.

Jacques Sapir, *Pour l'Euro, l'heure du bilan a sonné : Quinze leçons et six conclusions,* FMSH-WP-2012-12, juin 2012.

Rodolphe De Koninck & Jean-François Rousseau, *Pourquoi et jusqu'où la fuite en avant des agricultures sud-est asiatiques ?,* FMSH-WP-2012-13, juin 2012.

Jacques Sapir, *Inflation monétaire ou inflation structurelle ? Un modèle hétérodoxe bi-sectoriel,* FMSH-WP-2012-14, juin 2012.

Franson Manjali, *The 'Social' and the 'Cognitive' in Language. A Reading of Saussure, and Beyond,* FMSH-WP-2012-15, july 2012.

Michel Wieviorka, *Du concept de sujet à celui de subjectivation/dé-subjectivation*, FMSH-WP-2012-16, juillet 2012.

Nancy Fraser, *Feminism, Capitalism, and the Cunning of History: An Introduction,* FMSH-WP-2012-17 august 2012.

Nancy Fraser, *Can society be commodities all the way down? Polanyian reflections on capitalist crisis,* FMSH-WP-2012-18, august 2012.

Marc Fleurbaey & Stéphane Zuber, *Climate policies deserve a negative discount rate,* FMSH-WP-2012-19, september 2012.

Roger Waldinger, *La politique au-delà des frontières : la sociologie politique de l'émigration,* FMSH-WP-2012-20, septembre 2012.

Antonio De Lauri, *Inaccessible Normative Pluralism and Human Rights in Afghanistan,* FMSH-WP-2012-21, september 2012.

Dominique Méda, *Redéfinir le progrès à la lumière de la crise écologique,* FMSH-WP-2012-22, octobre 2012.

Ibrahima Thioub, *Stigmates et mémoires de l'esclavage en Afrique de l'Ouest : le sang et la couleur de peau comme lignes de fracture,* FMSH-WP-2012-23, octobre 2012.

Danièle Joly, *Race, ethnicity and religion: social actors and policies,* FMSH-WP-2012-24, novembre 2012.

Dominique Méda, *Redefining Progress in Light of the Ecological Crisis,* FMSH-WP-2012-25, décembre 2012.

Ulrich Beck & Daniel Levy, *Cosmopolitanized Nations: Reimagining Collectivity in World Risk Society,* FMSH-WP-2013-26, february 2013.

Xavier Richet, *L'internationalisation des firmes chinoises : croissance, motivations, stratégies,* FMSH-WP-2013-27, février 2013.

Alain Naze, *Le féminisme critique de Pasolini, avec un commentaire de Stefania Tarantino*, FMSH-WP-2013-28, février 2013.

Thalia Magioglou, *What is the role of "Culture" for conceptualization in Political Psychology? Presentation of a dialogical model of lay thinking in two cultural contexts*, FMSH-WP-2013-29, mars 2013.

Byasdeb Dasgupta, *Some Aspects of External Dimensions of Indian Economy in the Age of Globalisation*, FMSH-WP-2013-30, april 2013.

Ulrich Beck, *Risk, class, crisis, hazards and cosmopolitan solidarity/risk community – conceptual and methodological clarifications,* FMSH-WP-2013-31, april 2013.

Immanuel Wallerstein, *Tout se transforme. Vraiment tout ?*, FMSH-WP-2013-32, mai 2013.

Christian Walter, *Les origines du modèle de marche au hasard en finance,* FMSH-WP-2013-33, juin 2013.

Byasdeb Dasgupta, *Financialization, Labour Market Flexibility, Global Crisis and New Imperialism – A Marxist Perspective*, FMSH-WP-2013-34, juin 2013.

Kiyomitsu Yui, *Climate Change in Visual Communication: From 'This is*

Not a Pipe' to 'This is Not Fukushima', FMSH-WP-2013-35, juin 2013.

Gilles Lhuilier, *Minerais de guerre. Une nouvelle théorie de la mondialisation du droit*, FMSH-WP-2013-36, juillet 2013.

David Tyfield, *The Coal Renaissance and Cosmopolitized Low-Carbon Societies*, FMSH-WP-2013-37, juillet 2013.

Lotte Pelckmans, *Moving Memories of Slavery: how hierarchies travel among West African Migrants in Urban Contexts (Bamako, Paris)*, FMSH-WP-2013-38, juillet 2013.

Amy Dahan, *Historic Overview of Climate Framing,* FMSH-WP-2013-39, août 2013.

Rosa Rius Gatell & Stefania Tarantino, *Philosophie et genre: Réflexions et questions sur la production philosophique féminine en Europe du Sud au XX^e siècle (Espagne, Italie)*, FMSH-WP-2013-40, août 2013.

Angela Axworthy *The ontological status of geometrical objects in the commentary on the Elements of Euclid of Jacques Peletier du Mans (1517-1582)*, FMSH-WP-2013-41, août 2013.

Pierre Salama, *Les économies émergentes, le plongeon ?*, FMSH-WP-2013-42, août 2013.

Alexis Nuselovici (Nouss), *L'exil comme expérience*, FMSH-WP-2013-43, septembre 2013.

Alexis Nuselovici (Nouss), *Exiliance : condition et conscience*, FMSH-WP-2013-44, septembre 2013.

Alexis Nuselovici (Nouss), *Exil et post-exil*, FMSH-WP-2013-45, septembre 2013.

Alexandra Galitzine-Loumpet, *Pour une typologie des objets de l'exil*, FMSH-WP-2013-46, septembre 2013.

Hosham Dawod, *Les réactions irakiennes à la crise syrienne,* FMSH-WP-2013-47, septembre 2013.

Gianluca Manzo, *Understanding the Marriage Effect: Changes in Criminal Offending Around the Time of Marriage*, FMSH-WP-2013-48, GeWoP-1, octobre 2013.

Torkild Hovde Lyngstad & Torbjørn Skarðhamar, *Understanding the Marriage Effect: Changes in Criminal Offending Around the Time of Marriage*, FMSH-WP-2013-49, GeWoP-2, octobre 2013.

Gunn Elisabeth Birkelund & Yannick Lemel, *Lifestyles and Social Stratification: An Explorative Study of France and Norway*, FMSH-WP-2013-50, GeWoP-3, octobre 2013.

Franck Varenne, *Chains of Reference in Computer Simulations*, FMSH-WP-2013-51, GeWoP-4, october 2013.

Olivier Galland & Yannick Lemel, avec la collaboration d'Alexandra Frenod, *Comment expliquer la perception des inégalités en France ?,* FMSH-WP-2013-52, GeWoP-5, october 2013.

Guilhem Fabre, *The Lion's share : What's behind China's economic slowdown,* FMSH-WP-2013-53, october 2013.

Venni V. Krishna, *Changing Social Relations between Science and Society: Contemporary Challenges,* FMSH-WP-2013-54, november 2013.

Isabelle Huault & Hélène Rainelli-Weiss, *Is transparency a value on OTC markets? Using displacement to escape categorization,* FMSH-WP-2014-55, january 2014.

Dominique Somda, *Une humble aura. Les grandes femmes au sud de Madagascar,* FMSH-WP-2014-56, january 2014.

Débora González Martínez, *Sur la translatio de miracles de la Vierge au Moyen Âge. Quelques notes sur les Cantigas de Santa Maria,* FMSH-WP-2014-57, janvier 2014.

Pradeep Kumar Misra, *The State of Teacher Education in France: A Critique,* FMSH-WP-2014-58, january 2014.

Naeem Ahmed, *Pakistan's Counter-terrorism strategy and its Implications for domestic, regional and international security,* FMSH-WP-2014-59, january 2014.

Anatole Fogou, *Histoire, conscience historique et devenir de l'Afrique : revisiter l'historiographie diopienne,* FMSH-WP-2014-60, january 2014.

Pierre Salama, *Les classes moyennes peuvent-elles dynamiser la croissance du PIB dans les économies émergentes?*, FMSH-WP-2014-61, février 2014.

Marta Craveri & Anne-Marie Losonczy, *Growing up in the Gulag: later accounts of deportation to the USSR*, FMSH-WP-2014-62, february 2014.

Philippe Steiner, *The Organizational Gift and Sociological Approaches to Exchange,* FMSH-WP-2014-63, GeWoP-6, february 2014.

Françoise Bourdarias, Jean-Pierre Dozon & Frédéric Obringer, *La médecine chinoise au Mali. Les économies d'un patrimoine culturel*, FMSH-WP-2014-64, février 2014.

Ilan Bizberg, *The welfare state and globalization in North America*, FMSH-WP-2014-65, may 2014.

Philippe Steiner, *Cartographie des échanges,* FMSH-WP-2014-66, GeWoP-7, mai 2014.

Olga Stepanova, *Le roman, la pièce de théâtre et le film : traits communs et particularités,* FMSH-WP-2014-67, mai 2014.

Flavia Buzzetta, *Adaptations de thèmes magico-cabalistiques juifs médiévaux par le Quattrocento italien,* FMSH-WP-2014-68, mai 2014.

Frédéric Landy, *Quelle sécurité alimentaire en Inde ? Dilemmes économiques, socio-politiques et environnementaux. Une mise en miroir francilienne,* FMSH-WP-2014-69, juin 2014.

Hafidha Chekir, *Le combat pour les droits des femmes dans le monde arabe*, FMSH-WP-2014-70, juin 2014.

Géraldine Thiry, Philippe Roman, *The Inclusive Wealth Index. A*

Sustainability Indicator, Really?, FMSH-WP-2014-71, juin 2014.

Michael Cronin, *Représenter l'exil: le sujet du non-exil,* FMSH-WP-2014-72, juin 2014.

Marc Goldschmit, *L'écriture de l'exil et l'hypothèse du Marrane (Kafka, Benjamin, Derrida et au-delà),* FMSH-WP-2014-73, juin 2014.

Boris Chukhovich, *Le street art, un genre exilique ?,* FMSH-WP-2014-74, juin 2014.

Palanigounder Duraisamy, *Who Wins in the Indian Parliament Election? Criminals, Wealthy or Incumbents,* FMSH-WP-2014-75, august 2014.

Denis Kondakov, *Francophonie en Biélorussie aux XVIII^e et XIX^e siècles,* FMSH-WP-2014-76, août 2014.

Isabel Lustosa, *Le séjour de don Pedro 1^er à Paris et la presse française (1831/1832),* FMSH-WP-2014-77, août 2014.

Lucas Chancel, Géraldine Thiry, Damien Demailly, *Les nouveaux indicateurs de prospérité : pour quoi faire ? Enseignements de six expériences nationales,* FMSH-WP-2014-78, septembre 2014.

Position Papers : la liste

Jean-François Sabouret, *Mars 2012 : Un an après Fukushima, le Japon entre catastrophes et résilience*, FMSH-PP-2012-01, mars 2012.

Ajay K. Mehra, *Public Security and the Indian State*, FMSH-PP-2012-02, mars 2012.

Timm Beichelt, *La nouvelle politique européenne de l'Allemagne : L'émergence de modèles de légitimité en concurrence ?*, FMSH-PP-2012-03, mars 2012.

Antonio Sérgio Alfredo Guimarães, *Race, colour, and skin colour in Brazil*, FMSH-PP-2012-04, july 2012.

Mitchell Cohen, *Verdi, Wagner, and Politics in Opera. Bicentennial Ruminations*, FMSH-PP-2012-05, may 2013.

Ingrid Brena, *Les soins médicaux portés aux patients âgés incapables de s'autogérer,* FMSH-PP-2013-06, avril 2013.

Thalia Magioglou, *Refaire l'Europe ou refaire le « monde » ? Un commentaire sur l'ouvrage : « Refaire l'Europe avec Jürgen Habermas »,* FMSH-PP-2013-07, septembre 2013.

Samadia Sadouni, *Cosmopolitisme et prédication islamique transfrontalière : le cas de Maulana Abdul Aleem Siddiqui,* FMSH-PP-2013-08, septembre 2013.

Alexis Nuselovici (Nouss), *Étudier l'exil,* FMSH-PP-2013-09, septembre 2013.

Retrouvez tous les working papers et les position papers sur notre site, sur hypotheses.org et sur les archives ouvertes halshs

http://www.fmsh.fr/fr/ressources/working-papers

http://halshs.archives-ouvertes.fr/FMSH-WP

http://wpfmsh.hypotheses.org